

PRÉSERVATION DU POUVOIR D'ACHAT

Tebboune réaffirme l'engagement de l'État

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé l'engagement de l'État à préserver le pouvoir d'achat des citoyens. Il a mis l'accent sur la maîtrise des prix, la régulation du marché intérieur et le renforcement des revenus hors hydrocarbures. Cette orientation s'inscrit dans une approche qui vise à consolider les équilibres économiques du pays tout en protégeant les ménages. P 3



INDUSTRIE

PHARMACEUTIQUE

Alger et Berlin
**approfondissent leur
coopération**

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a mis en avant, jeudi à Alger, l'importance du partenariat algéro-allemand au cours des dernières années, notamment à la lumière des projets mis en œuvre entre les entreprises des deux pays, soulignant la nécessité de passer de la fabrication au transfert de connaissance et de technologie et au renforcement des capacités industrielles durables.

P 2

SOUTH2 CORRIDOR

**Cinq pays unissent
leurs forces autour de
l'hydrogène**

Alger consolide le partenariat énergétique euro-méditerranéen avec l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie et la Tunisie. La déclaration ministérielle d'Alger consacre une nouvelle étape politique, tandis que les études de faisabilité doivent préciser les conditions techniques et économiques de réalisation du projet.

P 5

INVESTISSEMENT EN
ALGÉRIE
**Des entreprises
autrichiennes affichent
leur intérêt**

Des entreprises autrichiennes ont manifesté, jeudi lors du forum d'affaires algéro-autrichien tenu à Alger, leur intérêt pour l'investissement en Algérie et le renforcement des partenariats économiques dans plusieurs secteurs.

P 5

ALGÉRIE-SÉNÉGAL

**Signature d'un mémorandum
d'entente entre Sonelgaz
et Senelec** P 2

 MARCHÉ DE LA POMME DE TERRE
**L'État fixe le prix de détail
entre 80 et 90 DA** P 3

 BEJAIA
**La figue et les produits du
terroir à l'honneur à Beni
Djellil** P 6

SONELGAZ-ER APPO

Lancement d'un appel d'offres pour deux fermes éoliennes de 200 MW

Dans le cadre du développement des énergies renouvelables en Algérie, la Société Algérienne de l'Électricité et du Gaz – Énergies Renouvelables (Sonelgaz-ER) a lancé un appel d'offres national et international ouvert, portant la référence N°02/S-ER/2026. L'avis a été publié le 30 septembre 2026. Le projet porte sur l'étude, l'ingénierie, les travaux de génie civil, la fourniture, le transport, le montage, la formation, les essais et la mise en service de deux fermes éoliennes d'une puissance totale de 200 MW, ouvrages de raccordement au réseau de transport de l'électricité inclus. L'appel d'offres est réparti en deux lots portant chacun sur une ferme éolienne de 100 MW : le premier concerne la réalisation d'une ferme à Tilghemt, dans la wilaya de Laghouat, tandis que le second porte sur une ferme éolienne à Djelfa, dans la wilaya de Djelfa, pour une capacité totale de 200 MW. Selon la même source, chaque soumissionnaire peut présenter une offre pour un seul lot ou pour les deux. Le maître d'ouvrage s'adresse aux sociétés du secteur énergétique disposant d'une expérience avérée dans la réalisation de projets similaires, ainsi que de capacités techniques et financières conformes aux exigences du cahier des charges. Pour les sociétés étrangères, qu'elles soumissionnent seules ou en groupement entre elles, elles doivent justifier de trois projets similaires d'une capacité minimale de 80 MW chacun, dont au moins deux réalisés à l'international, c'est-à-dire en dehors de leur pays d'origine. Pour les sociétés algériennes constituées en groupement avec des sociétés étrangères, les partenaires algériens doivent disposer d'une expérience dans des projets industriels et énergétiques d'envergure ou de projets réalisés pour le compte de sociétés du Groupe Sonelgaz, tandis que les partenaires étrangers doivent justifier de deux projets similaires d'au moins 80 MW chacun, réalisés à l'international. Les offres devront être déposées au plus tard le mercredi 25 novembre 2026 à 10h00 (heure locale) au siège de Sonelgaz-ER à Kouba. L'ouverture des plis, publique, aura lieu le même jour à 10h00.

Synthèse Z R.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Alger et Berlin approfondissent leur coopération

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a mis en avant, jeudi à Alger, l'importance du partenariat algéro-allemand au cours des dernières années, notamment à la lumière des projets mis en œuvre entre les entreprises des deux pays, soulignant la nécessité de passer de la fabrication au transfert de connaissance et de technologie et au renforcement des capacités industrielles durables.

Synthèse R E.

Lors des travaux de la conférence "Pharma 2026", organisée sous le thème "Santé et souveraineté: axe algéro-allemand pour une industrie pharmaceutique nationale forte", le ministre a expliqué que le partenariat entre le groupe public Saïdal et la société allemande Boehringer Ingelheim porte sur "la localisation de la production d'un traitement innovant destiné aux patients atteints de fibrose pulmonaire rare et avancée, de médicaments innovants dans le domaine du cancer du sein, ainsi que de médicaments biosimilaires", ce qui constitue, a-t-il dit, "une étape importante dans le processus de localisation des médicaments innovants en Algérie et de renforcement des capacités nationales dans le domaine des technologies et de l'innovation".

Au cours de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence du président de la Chambre algéro-allemande d'industrie et de commerce, El Hadi Iskander, et du président-directeur général du groupe pharmaceutique Biopharm et vice-président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Abdelouahed Kerrar, M. Kouidri a assuré que le ministère "poursuivra l'accompagnement de ce type de partenariats et l'encouragement de l'investissement productif, contribuant ainsi au renforcement de la production nationale et à la disponibilité des traitements modernes, tout en ouvrant de nouvelles perspectives à l'exportation, notamment vers les marchés africains".

Il a également souligné "l'importance majeure du développement de l'industrie pharmaceutique nationale, en tant que pilier essentiel de la sécurité sanitaire et du développement économique", indiquant que "les efforts déployés ces dernières années ont permis de renforcer les capacités de production de l'Algérie, le taux de couverture des besoins du marché national en médicaments produits localement ayant atteint 82%, dont 95% selon la chaîne de production intégrée".

De son côté, M. Kerrar a rappelé que l'industrie pharmaceutique algérienne "est à l'aube d'une nouvelle étape de son développement au moment où les relations économiques entre l'Algérie et l'Allemagne connaissent une dynamique très positive", notant que le CREA accorde "une grande importance à l'instauration d'une coopération économique et commerciale exemplaire et prometteuse avec l'Allemagne et soutient toute approche à même de rapprocher entre les entreprises des deux pays".

Pour sa part, le directeur du partenariat stratégique du groupe Saïdal, Boubaker Hammou, a souligné l'importance du partenariat entre les entreprises algériennes et allemandes dans le cadre de la coopération en matière de production locale de médicaments, mettant en avant l'importance de la formation dans le domaine de la production pharmaceutique et de l'échange d'expertises entre les deux pays. Le directeur général de Bayer Algérie, M'hand Messaoudi, a, quant à lui, mis en exergue l'importance du tissu industriel pharmaceutique national, connaissant "une évolution considérable et couvrant aujourd'hui les différentes étapes de la chaîne de valeur", indiquant que la prochaine étape consiste à "poursuivre le développement de ce secteur à travers le renforcement de la maîtrise des technologies, le développement de la recherche, l'amélioration des capacités d'innovation et la transformation des compétences nationales en véritables avantages concurrentiels à l'échelle internationale".

TIZI-OUZOU

Ouverture de la 2e édition du Salon national de la pharmacie et de la santé

La deuxième édition du Salon national de la pharmacie et de la santé "Djurdjura Pharma Expo", s'est ouverte jeudi après-midi à Tizi-Ouzou, avec la participation de plus de 80 exposants.

Placé cette année sous le thème "La pharmacie algérienne au service de la souveraineté sanitaire", cette manifestation réunit des pharmaciens, médecins, industriels, distributeurs, et experts dans le domaine pharmaceutique. Une forte affluence de visiteurs professionnels a été enregistrée à l'ouverture de ce rendez-vous, organisé durant trois jours par l'agence spécialisée dans l'événementiel "Idus Event" sous le patronage du ministre

de l'Industrie pharmaceutique, et qui est également rehaussée par la participation de partenaires institutionnels et économiques exerçant dans le même secteur.

ALGÉRIE-SÉNÉGAL

Signature d'un mémorandum d'entente entre Sonelgaz et Senelec

Un mémorandum d'entente a été signé, samedi à Alger, entre le groupe public Sonelgaz et la Société nationale d'électricité du Sénégal (Senelec), pour encadrer la coopération entre les deux entreprises. Le mémorandum d'entente a été signé par le directeur général par intérim de Sonelgaz, Nabil Kafi, et le directeur général de Senelec, Gaye Toby, sous la supervision du ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, et du le ministre sénégalais de l'Energie et du Pétrole, El Hadji Abdourahmane Diouf, en présence de l'ambassadeur du Sénégal auprès de l'Algérie et de nombre de cadres. A cette occasion, M. Adjal a indiqué, dans une déclaration à la presse, que la signature de ce mémorandum d'entente entre les deux entreprises "intervient pour encadrer les activités de coopération et constitue une étape essentielle dans le renforcement des relations bilatérales, traduisant la volonté commune de construire des partenariats solides et fructueux entre les entreprises des deux pays". Concernant sa rencontre avec le ministre sénégalais, dans le cadre de la poursuite

des discussions entamées en août dernier, M. Adjal a souligné qu'elle a été "l'occasion de réaffirmer la profondeur des relations historiques et fraternelles unissant l'Algérie et le Sénégal et l'engagement commun à donner un nouvel élan à la coopération bilatérale dans le domaine de l'énergie, à travers l'encouragement des échanges d'expertises et d'expériences et l'ouverture de nouvelles perspectives de coopération et de partenariat dans ce secteur stratégique". Cette rencontre incarne la volonté de renforcer la coopération Sud-Sud et de promouvoir une intégration africaine fondée sur la solidarité et les intérêts mutuels, a ajouté le ministre, rappelant la place qu'occupe le secteur de l'énergie au regard de son caractère stratégique et de sa contribution déterminante au développement économique et social. M. Adjal a réitéré la volonté de l'Algérie de travailler avec le Sénégal dans le domaine énergétique, "dans un esprit de partenariat sincère et durable, dans le cadre de la Vision Sénégal 2050 et de sa stratégie visant à améliorer l'approvisionnement en énergie, à garantir l'accès de tous les citoyens

à l'électricité et à assurer la souveraineté énergétique". Dans ce cadre, il a souligné la disponibilité de l'Algérie à accompagner le Sénégal dans la mise en œuvre de sa stratégie "Gas to Power", visant à valoriser ses ressources gazières pour produire de l'électricité. "Nous mettrons à la disposition de la partie sénégalaise l'expertise de nos entreprises nationales et de nos cadres sur l'ensemble de la chaîne de valeur énergétique, afin de relever les défis auxquels elle est confrontée dans le secteur de l'énergie et de contribuer au développement et au renforcement de son système électrique, dans un esprit de solidarité, de partenariat et d'intérêt commun", a-t-il dit. De son côté, le ministre sénégalais de l'Energie et du Pétrole a affirmé que la signature du mémorandum d'entente constitue une étape importante dans le renforcement de la coopération Sud-Sud et de la solidarité africaine, saluant l'expertise algérienne dans les domaines de la production, du transport et de la distribution d'électricité, ainsi que dans la gestion des entreprises énergétiques.

APS

PRÉSERVATION DU POUVOIR D'ACHAT

Tebboune réaffirme l'engagement de l'État

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé l'engagement de l'État à préserver le pouvoir d'achat des citoyens. Il a mis l'accent sur la maîtrise des prix, la régulation du marché intérieur et le renforcement des revenus hors hydrocarbures. Cette orientation s'inscrit dans une approche qui vise à consolider les équilibres économiques du pays tout en protégeant les ménages.

Par S R.

Lors de son entrevue périodique avec des représentants de la presse nationale, le chef de l'État a insisté sur la nécessité d'agir sur les facteurs à l'origine des tensions sur les prix. Il a d'abord tenu à distinguer la situation des agriculteurs des pratiques pouvant intervenir dans les circuits de commercialisation : « La plupart des agriculteurs ne sont pas responsables du niveau atteint par les prix, mais tous ceux qui en sont à l'origine devront assumer leurs responsabilités, car nous devons préserver le pouvoir d'achat des citoyens ». Cette mise au point intervient alors que la régulation du marché intérieur constitue un enjeu majeur pour la protection du consommateur. Pour les pouvoirs publics, la maîtrise des prix passe ainsi par un meilleur suivi des circuits de distribution, la lutte contre les pratiques frauduleuses et l'amélioration de la transparence des échanges. Le président de la République a ensuite évoqué la situation financière du pays et les perspectives concernant les réserves de change à l'horizon 2031. Interrogé sur leur évolution, il a assuré

qu'elles se maintiendraient à un niveau « élevé », en s'appuyant sur les efforts engagés pour renforcer les revenus hors hydrocarbures. La diversification des sources de recettes extérieures apparaît ainsi comme un axe central de la politique économique, qui vise à consolider les capacités financières du pays et à réduire progressivement sa dépendance aux hydrocarbures. « Ce n'est pas une question de devises, mais d'indépendance », a expliqué Abdelmadjid Tebboune, soulignant la dimension stratégique de la consolidation des équilibres extérieurs. Dans cette perspective, le renforcement des exportations hors hydrocarbures offre à l'économie nationale de nouvelles sources de revenus, tout comme le développement de la production nationale et l'accès à de nouveaux marchés extérieurs. La numérisation de l'économie constitue un autre levier. Elle a atteint, selon le président, un « stade très avancé » et est appelée à jouer un rôle croissant dans l'amélioration du fonctionnement des marchés et le renforcement des mécanismes de contrôle. En effet, la généralisation des outils numériques permet de disposer d'une meilleure

traçabilité des opérations et d'un suivi plus précis des flux économiques. Elle offre également un moyen de lutter plus efficacement contre les pratiques frauduleuses susceptibles de perturber le marché et de peser sur les prix. La préservation du pouvoir d'achat repose donc sur plusieurs leviers complémentaires : la disponibilité des produits, la régulation des circuits de commercialisation, le contrôle des pratiques spéculatives et le renforcement des capacités financières du pays. Enfin, Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé l'approche prudente de l'Algérie sur le marché pétrolier international : « L'Algérie, en tant qu'État responsable, ne fait preuve d'aucune imprudence sur le marché pétrolier ». Il a précisé que le pays respecterait tout consensus établi dans ce domaine. Cette position vise à préserver la stabilité du marché pétrolier et, par conséquent, les conditions nécessaires à la consolidation des revenus énergétiques. Pour l'Algérie, la gestion des équilibres du marché demeure étroitement liée à la préservation de ses capacités financières et à la poursuite des efforts de diversification économique.

PROJET FERROVIAIRE

Le ministre préside une réunion de coordination en prélude au lancement des travaux de la ligne Alger-Tamanrasset

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, jeudi à Alger, une réunion de coordination consacrée au suivi des préparatifs et des dispositions en cours pour le lancement des travaux de la ligne ferroviaire reliant le nord du pays à Tamanrasset, en passant par les wilayas de Laghouat, Ghardaïa, El Meniaâ, In Salah et Tamanrasset. Cette réunion, qui s'est déroulée au siège du ministère, en présence de ses cadres centraux et des responsables des entreprises de réalisation et des bureaux d'études chargés des études et du suivi, a permis de faire le point sur l'état d'avancement des préparatifs relatifs au lancement du projet de la ligne ferroviaire reliant El Meniaâ à Tamanrasset, à travers les tronçons s'étendant entre Laghouat, Ghardaïa et El Meniaâ sur une distance de 495 km, ainsi que le tronçon El Meniaâ-Point Kilométrique 216, et le tronçon Tamanrasset-Moulay Lahcene sur une distance de 213 km. La réunion a également été l'occasion d'aborder le niveau de préparation des chantiers et les moyens mobilisés pour le démarrage des travaux, outre les mesures prises et les facilités accordées pour accompagner le projet et accélérer les procédures sur le terrain concernant l'équipement des chantiers et la fourniture des moyens nécessaires, afin de permettre le lancement effectif des travaux dans les délais impartis. A cette occasion, M. Djellaoui a relevé l'importance stratégique que revêtent les projets ferroviaires, notamment la ligne Alger-Tamanrasset, soulignant la nécessité d'accélérer la finalisation des procédures restantes au niveau des tronçons concernés. Il a, en outre, appelé les différents acteurs et établissements concernés à intensifier la coordination et le suivi, en vue de donner le coup d'envoi des chantiers dans les délais fixés.

APS

MARCHÉ DE LA POMME DE TERRE

L'État fixe le prix de détail entre 80 et 90 DA

Par Selma R.

Le prix de détail de la pomme de terre destinée aux consommateurs est désormais fixé entre 80 et 90 DA le kilogramme. Cette décision, prise à l'issue du Conseil interministériel tenu le 1er octobre 2026, s'inscrit dans le cadre du renforcement du dispositif de régulation du marché de la pomme de terre de consommation. Les pouvoirs publics ont ainsi fixé de nouvelles fourchettes de prix applicables aux différents maillons de la chaîne de commercialisation, afin de mieux encadrer les prix et de préserver le pouvoir d'achat des consommateurs. La fixation de ces prix est intervenue en concertation avec les représentants des différentes filières agricoles professionnelles, des agriculteurs issus des petites, moyennes et grandes exploitations, ainsi qu'avec les opérateurs propriétaires de chambres froides. Elle vise à encadrer les prix tout au long de la chaîne de commercialisation et à assurer un approvisionnement régulier

du marché national. Selon une instruction du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, datée du 1er octobre 2026, le prix de vente de la pomme de terre à la sortie de l'exploitation est fixé entre 60 et 70 DA le kilogramme, tandis que le prix de vente au détail doit se situer entre 80 et 90 DA le kilogramme. Le dispositif vise ainsi à mieux maîtriser les marges appliquées tout au long du circuit de distribution et à limiter les écarts entre le prix payé au producteur et celui acquitté par le consommateur. Cette approche doit permettre de préserver à la fois la rémunération des agriculteurs et le pouvoir d'achat des ménages. La participation des opérateurs de chambres froides s'inscrit également dans cette logique, compte tenu de leur rôle dans la conservation et la mise à disposition du produit sur le marché, notamment lorsque l'offre connaît des variations. Pour assurer l'application effective de ces nouvelles dispositions, le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation

du marché national a donné des instructions précises aux services de contrôle, chargés de veiller au respect strict des prix fixés à toutes les étapes de la commercialisation. Les directions régionales du Commerce devront ainsi transmettre quotidiennement à l'administration centrale des rapports portant sur l'exécution de l'instruction, tandis que les directeurs du Commerce des wilayas sont appelés à assurer un suivi rigoureux de son application sur le terrain. Ce mécanisme de contrôle doit permettre aux pouvoirs publics de suivre régulièrement l'évolution de la commercialisation de la pomme de terre et d'intervenir rapidement en cas de non-respect des prix arrêtés. Largement consommée par les ménages algériens, la pomme de terre occupe une place importante dans le marché des produits agricoles et son prix fait, à ce titre, l'objet d'une attention particulière dans le cadre de la régulation du marché national. Cette orientation s'inscrit dans la continuité des positions exprimées récemment

par les plus hauts responsables de l'État. Lors de son entrevue périodique avec des représentants de la presse nationale, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait souligné que « la plupart des agriculteurs ne sont pas responsables du niveau atteint par les prix, mais tous ceux qui en sont à l'origine devront assumer leurs responsabilités, car nous devons préserver le pouvoir d'achat des citoyens ». Dans le même esprit, en marge de l'installation du nouveau wali de Ksar El Boukhari, fin septembre 2026, le ministre de l'Intérieur, Said Sayoud, avait critiqué les prix jugés excessifs, s'interrogeant notamment : « Celui qui aime les Algériens et l'Algérie ne vend pas les tomates à 200 DA au mois d'août ». Il avait ajouté que « la cupidité ne construit jamais un État », tout en affirmant que la protection du pouvoir d'achat des citoyens constituait une priorité absolue pour les pouvoirs publics et que l'État interviendrait avec fermeté pour réguler le marché.

GAZ ET MONOXYDE DE CARBONE

Lancement par le ministère d’une vaste campagne de prévention proactive

Le ministère de l'Energie et des Énergies renouvelables a lancé, à travers les services du groupe Sonelgaz au niveau des différentes wilayas du pays, une vaste campagne proactive de sensibilisation et de prévention des risques liés au gaz, notamment les risques d'intoxication au monoxyde de carbone, indique un communiqué du ministère. Cette campagne comprend, en plus des actions de sensibilisation, un programme de terrain dédié au constat, au contrôle et à la maintenance, prévoyant essentiellement le ramonage des cheminées et le nettoyage des évacuations des gaz brûlés, notamment au niveau des logements et des structures concernées, ainsi que le contrôle des détecteurs de monoxyde de carbone pour s'assurer de leur bon fonctionnement et de leur état de marche, tout en procédant au remplacement des piles en cas de besoin, ajoute la même source. Ce programme de terrain couvre également l'entretien des appareils à gaz, notamment les chauffe-eaux et les chauffages, le contrôle des tuyaux, des raccordements et des conduites d'évacuation des gaz brûlés, ainsi que le contrôle et la vérification de la conformité des installations intérieures de gaz dans les habitations, outre l'inspection des vides sanitaires, des caves et des colonnes montantes des réseaux de gaz. Il porte aussi sur le respect rigoureux des conditions d'aération, ainsi que l'intensification des actions de sensibilisation de proximité au profit des citoyens sur les règles d'utilisation sécurisée des appareils à gaz et l'importance d'un entretien périodique. Cette opération vise à renforcer la prévention et l'intervention proactive, à réduire les accidents d'asphyxie et d'intoxication au monoxyde de carbone, et à ancrer la culture de sécurité et de vigilance chez les citoyens, conclut le communiqué.

APS

UNIVERSITÉ DE SIDI BEL-ABBÈS

Signature d’une convention de coopération avec l’Université italienne de Tuscia

L'Université Djillali-Liabès de Sidi Bel-Abbès a conclu une convention de coopération et de partenariat avec l'Université italienne de Tuscia, portant notamment sur la formation et la recherche scientifique dans les domaines de l'agriculture de précision et de l'agriculture numérique, ainsi que sur le renforcement de la mobilité académique et l'échange d'expertises entre chercheurs et étudiants, a-t-on appris samedi auprès de la direction de l'Institut des sciences agronomiques de l'université. La convention a été signée au siège de l'Université de Tuscia par la directrice de l'Institut des sciences agronomiques de l'Université Djillali-Liabès, Amina Khaldi, au nom du recteur de l'université, Bouziani Merahi, et par la rectrice de l'Université de Tuscia, Tiziana Laureti. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre de la volonté des deux établissements de

renforcer leur coopération académique et scientifique dans des domaines liés aux mutations technologiques que connaît le secteur agricole, précise la même source. Parmi les principaux axes de coopération prévus figure la préparation du lancement d'un programme de formation académique conjoint sanctionné par un double diplôme délivré par les deux établissements, dans les spécialités de l'"agriculture de précision" et de l'"agriculture numérique". La convention prévoit également l'élargissement des programmes de mobilité et d'échanges académiques au profit des étudiants et des enseignants-chercheurs, favorisant le partage des connaissances et des expertises et ouvrant de nouvelles perspectives à la coopération scientifique entre les compétences universitaires algériennes et italiennes.

R E.

PLUS DE 25 000 PARTICIPANTS ATTENDUS AU NAPEC 2026

Cap sur l’addition et la diversification des énergies

Les grands acteurs de l'industrie énergétique se donnent rendez-vous à Oran, du 5 au 7 octobre 2026, pour la 14e édition du NAPEC – Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition & Conference. Plus de 25.000 participants sont attendus au Centre des Conventions d'Oran pour trois jours consacrés aux enjeux de sécurité énergétique, d'investissement, d'innovation, de diversification et de décarbonation. Selon le communiqué de NAPEC 2026, cette nouvelle édition entend élargir le débat sur l'avenir du système énergétique mondial, en passant de la seule logique de « transition énergétique » à une approche fondée sur « l'addition et la diversification des énergies ». Cette orientation part du constat d'une demande énergétique appelée à croître et de la nécessité de mobiliser de manière complémentaire les différentes ressources disponibles, tout en intégrant les technologies émergentes et les solutions bas carbone. Les conférences stratégiques porteront ainsi sur les moyens de concilier sécurité de l'approvisionnement, accessibilité de l'énergie, croissance économique, diversification du mix énergétique et réduction des émissions, précise le communiqué. La dimension économique sera au cœur des échanges durant cette édition, avec des discussions consacrées notamment aux investissements dans les infrastructures énergétiques, au développement du gaz et de l'hydrogène ainsi qu'aux interconnexions énergétiques entre l'Afrique et l'Europe. Le rendez-vous d'Oran réunira des compagnies pétrolières nationales et internationales, des fournisseurs de technologies et de services, des investisseurs, des institutions, des régulateurs, des décideurs et des experts internationaux. L'objectif affiché est de faire évoluer les échanges « au-delà du dialogue » afin de favoriser l'émergence de partenariats, d'investissements et de projets concrets. Dans cette perspective, plusieurs thématiques seront abordées, notamment la valorisation des champs matures, les technologies de récupération assistée du pétrole (EOR), le transfert de technologies et l'excellence opérationnelle. Le programme accordera également une place à l'intelligence artificielle, à l'automatisation et à la digitalisation des opérations énergétiques.

L’Algérie, un trait d’union énergétique

NAPEC 2026 accordera une place particulière au rôle de l'Algérie dans le développement des relations énergétiques entre l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe. Les débats porteront sur les infrastructures et les interconnexions énergétiques, le gaz, l'hydrogène, les énergies renouvelables, les technologies propres et les solutions bas carbone. Pour les organisateurs, cette dimension revêt une importance particulière dans un contexte international marqué par les préoccupations liées à la sécurité d'approvisionnement, à la diversification des sources d'énergie et à la réduction des émissions. Le rendez-vous d'Oran doit ainsi permettre d'examiner les opportunités d'investissement et de coopération industrielle susceptibles d'accompagner le développement de nouvelles chaînes de valeur énergétiques entre les trois espaces. La présence de représentations diplomatiques et de délégations internationales devrait, par ailleurs, renforcer la dimension institutionnelle de l'événement, avec des échanges consacrés aux investissements, à la coopération technologique et au développement de nouveaux partenariats dans les secteurs du gaz, de l'hydrogène, des renouvelables et des technologies propres. D'ailleurs, l'Union européenne prendra part à cette 14ème édition du NAPEC. Cette première participation constitue une nouvelle étape du partenariat UE-Algérie dans les domaines de l'énergie, de l'industrie et de la transition vers une économie plus durable. Selon un communiqué de l'UE, le NAPEC 2026 sera l'occasion de réaffirmer l'engagement de l'UE en faveur d'une coopération énergé-

tique avec l'Algérie fondée sur le dialogue, l'innovation, l'investissement et l'intérêt mutuel. Cette participation visera également à encourager les échanges entre acteurs publics et privés, à soutenir l'émergence de projets innovants et à renforcer les synergies entre entreprises européennes et algériennes.

De l’innovation aux projets

En parallèle des conférences, l'exposition réunira des entreprises nationales et internationales présentant des technologies, équipements, services et solutions couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur énergétique. L'offre présentée s'étendra de l'amont pétrolier et gazier aux technologies numériques, en passant par l'hydrogène, l'efficacité énergétique, les infrastructures, l'intelligence artificielle, l'automatisation et les solutions de décarbonation. Cette composante industrielle vise à rapprocher les innovations technologiques des besoins opérationnels du secteur et des opportunités d'investissement. Les entreprises participantes pourront ainsi présenter leurs solutions, identifier des partenaires et engager de nouvelles coopérations. « NAPEC est un lieu de rencontre où le dialogue doit pouvoir se transformer en partenariats, en investissements et en projets concrets », souligne le communiqué, qui présente cette 14e édition comme une plateforme destinée à faire émerger des solutions conciliant sécurité énergétique, croissance, diversification du mix et réduction des émissions.

Par Z R.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 30 سبتمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 Septembre 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	109	118	99	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	129	145	112	الطماطم	
	Oignon sec	79	86	72	البصل الجاف	
	Ail sec	823	893	752	الثوم الجاف	
	Carotte	141	153	128	الجزر	
	Navet	163	178	147	اللفت	
	Poivron	148	161	134	الفلفل الاخضر	
	Piment	163	179	146	الفلفل الحار	
	Courgette	169	184	154	الكوسة	
	Haricot vert	301	326	275	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	185	200	170	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	430	534	325	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	499	609	389	التمر	
	Raisin	297	351	242	العنب	
	Melon	111	122	100	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	90	100	80	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2215	2330	2100	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	555	568	541	الدجاج	
	Œufs (Unité)	23	24	22	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	100	88	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Cods	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	355,00	355,00	0,00	1,57	-0,90	7,57	7,32	5096	1 809 080,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,00	0,13	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,09	7,56	7,64	7717	10 803 800,00
BIOPHARM	BIO	2 346,00	NC	0,00	-5,83	-6,13	6,32	7,25	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 000,00	2000,00	0,00	-1,75	-8,48	8,29	8,75	5852	11 704 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-0,95	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	431,00	NC	0,00	0,00	1,87	1,19	8,12	0	0,00

SOUTH2 CORRIDOR

Cinq pays unissent leurs forces autour de l’hydrogène

Alger consolide le partenariat énergétique euro-méditerranéen avec l’Autriche, l’Allemagne, l’Italie et la Tunisie. La déclaration ministérielle d’Alger consacre une nouvelle étape politique, tandis que les études de faisabilité doivent préciser les conditions techniques et économiques de réalisation du projet.

Par Réda Hadi

L’Algérie entend consolider sa position de partenaire énergétique stratégique de l’Europe, en s’engageant dans le développement d’une nouvelle filière industrielle autour de l’hydrogène vert. La deuxième réunion ministérielle du projet South2 Corridor, tenue jeudi à Alger avec la participation de l’Algérie, de la Tunisie, de l’Italie, de l’Autriche et de l’Allemagne, s’est achevée par la signature d’une Déclaration ministérielle d’Alger, marquant une nouvelle étape dans la coopération énergétique entre les deux rives de la Méditerranée. Au-delà de son caractère diplomatique, cette rencontre traduit la volonté des cinq pays de passer progressivement d’une ambition commune à la préparation concrète d’une infrastructure destinée à transporter l’hydrogène renouvelable produit en Afrique du Nord vers les grands centres industriels européens. Le projet prévoit l’acheminement de quatre millions de tonnes d’hydrogène vert par an, sur un parcours d’environ 3 000 kilomètres, reliant l’Algérie à l’Allemagne à travers la Tunisie, l’Italie et l’Autriche. Ce volume représenterait près de 10 % de la demande européenne attendue à l’horizon 2040. La Déclaration d’Alger réaffirme ainsi l’importance stratégique du corridor comme instrument d’intégration régionale, de diversification des approvisionnements énergétiques et de renforcement de la compétitivité industrielle. Elle prévoit également la création d’un secrétariat dédié au soutien technique, avec l’accompagnement de l’Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI). L’objectif est de structurer davantage la coordination entre les gouvernements, les gestionnaires de réseaux, les autorités de régulation, les institutions financières, les producteurs et les futurs acheteurs. Prenant la parole à l’ouverture des travaux, le ministre de l’Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a réaffirmé « l’engagement total de l’Algérie » à poursuivre les efforts nécessaires avec l’ensemble des partenaires pour concrétiser cette initiative. Il a notamment insisté sur la détermination du pays à «

préserver son rôle d’acteur central dans les relations énergétiques avec l’Europe ». Pour le ministre, South2 Corridor dépasse largement la dimension d’un simple projet de transport énergétique. Il constitue, selon ses déclarations, « le socle de la future économie de l’hydrogène dans le bassin méditerranéen », à travers la valorisation des ressources renouvelables des pays participants et la création de nouvelles perspectives industrielles, économiques et sociales. Mourad Adjal a également mis l’accent sur les conditions indispensables à la réussite du projet, notamment le renforcement de la confiance entre les partenaires, l’harmonisation des cadres réglementaires, la certification de conformité et l’adoption de normes communes permettant de faciliter les futurs échanges d’hydrogène renouvelable.

ALTEH2A : les premiers résultats attendus en 2027

L’un des principaux éléments annoncés lors de cette réunion concerne le projet ALTEH2A, l’Alliance Algérie-Europe pour l’hydrogène, dont les premiers résultats de l’étude de faisabilité sont attendus en 2027. Mourad Adjal a précisé que cette étude porte notamment sur l’identification des sites potentiels de production d’hydrogène renouvelable en Algérie, l’évaluation des coûts, les différentes options de transport ainsi que les capacités du marché européen. La distinction entre les deux projets est fondamentale : ALTEH2A concerne la production de l’hydrogène vert en Algérie à partir des énergies renouvelables, tandis que South2 Corridor porte sur les infrastructures nécessaires à son acheminement vers les marchés européens.

L’Autriche et l’Allemagne affichent Oleurs attentes industrielles

Les déclarations des représentants européens ont clairement mis en évidence les enjeux économiques du projet pour les pays consommateurs.

Le ministre fédéral autrichien de l’Économie, de l’Énergie et du Tourisme, Wolfgang Hattmannsdorfer, a qualifié l’Algérie de « partenaire solide » pour son pays. Selon lui, le corridor représente bien davantage qu’un réseau de pipelines, puisqu’il contribue à rapprocher cinq pays dans un contexte de profondes mutations géoéconomiques. Le responsable autrichien a également souligné les possibilités d’investissements directs en Algérie, notamment dans les énergies renouvelables, en mettant en avant l’expertise technologique de son pays. Ces investissements pourraient contribuer à la création d’activités industrielles, au transfert de compétences et au maintien des emplois dans les pays partenaires. De son côté, le secrétaire d’État allemand à l’Économie et à l’Énergie, Frank Wetzel, a estimé que South2 Corridor constitue une « formidable opportunité » susceptible de renforcer les relations entre les cinq pays. Il a souligné l’urgence d’avancer dans les prochaines étapes, affirmant que l’industrie allemande et autrichienne aura besoin d’approvisionnements en hydrogène pour accompagner sa transformation industrielle et préserver sa base productive. Ces déclarations illustrent l’intérêt européen pour une nouvelle source d’approvisionnement énergétique, mais également pour les possibilités de coopération industrielle offertes par l’Algérie. Pour le ministre tunisien Slah Zouari, chargé de la gestion du ministère de l’Industrie, des Mines et de l’Énergie, le projet représente une infrastructure stratégique reliant l’Afrique du Nord à l’Europe. Les travaux du South2 Corridor remontent à octobre 2024, avec la signature d’un mémorandum d’entente entre Sonatrach, Sonelgaz et plusieurs entreprises européennes, notamment VNG, Snam, Sea Corridor et Verbund Green Hydrogen. Cet accord visait à lancer les études nécessaires à l’évaluation de la faisabilité et de la rentabilité d’un projet intégré de production et d’exportation d’hydrogène vert depuis l’Algérie.

INVESTISSEMENT EN ALGÉRIE

Des entreprises autrichiennes affichent leur intérêt

Des entreprises autrichiennes ont manifesté, jeudi lors du forum d’affaires algero-autrichien tenu à Alger, leur intérêt pour l’investissement en Algérie et le renforcement des partenariats économiques dans plusieurs secteurs. La rencontre intervient dans le cadre de la visite en Algérie d’une délégation économique autrichienne conduite par le ministre fédéral de l’Economie, de l’Energie et du Tourisme, Wolfgang Hattmannsdorfer, et composée de 22 entreprises représentant différents secteurs d’activité. Intervenant à l’occasion, M. Hattmannsdorfer a souligné que les entreprises autrichiennes disposaient de technologies et de produits susceptibles de répondre aux besoins de l’Algérie, citant notamment les énergies renouvelables, les technologies propres et vertes, les matériaux avancés et la modernisation industrielle. Le ministre autrichien a également estimé que la proximité de l’Algérie avec l’Europe constituait un potentiel important pour les entreprises des deux pays, appelant à développer davantage les liens économiques entre les deux

pays. Pour sa part, le secrétaire général de la Chambre économique fédérale d’Autriche, Jochem Danningner, a souligné l’intérêt de son pays à approfondir son partenariat économique avec l’Algérie, relevant le potentiel de coopération dans plusieurs secteurs, notamment l’énergie, les énergies renouvelables, l’hydrogène, l’eau et les technologies environnementales, l’agriculture et la transformation agroalimentaire. Il a, dans ce cadre, relevé que l’Algérie disposait d’un "énorme potentiel et d’un rôle important à jouer dans le futur paysage énergétique de la Méditerranée et de l’Europe". De son côté, Lisa Kronreif, de la section commerciale de l’ambassade d’Autriche en Algérie, a souligné l’intérêt des entreprises autrichiennes pour le marché algérien, relevant que près de 50 entreprises autrichiennes sont déjà présentes avec des partenaires locaux. Elle a également souligné les opportunités d’échanges offertes grâce à la diversification de l’économie algérienne et le développement des infrastructures. Le président de la Commission énergie du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Mourad Louadah, a appelé pour sa

part, les entreprises autrichiennes à passer de la simple commercialisation à des partenariats industriels, notamment dans la transformation agroalimentaire, l’hydrogène et le secteur minier. Le directeur auprès du directeur général de l’Agence algérienne de promotion de l’investissement (AAPI), Mahfouf Ogba, a, pour sa part, mis en avant les réformes engagées pour améliorer le climat des affaires et offrir des conditions favorables aux investisseurs nationaux et étrangers, tandis que le représentant de la Chambre algérienne de commerce et d’industrie (CACI), Rabah Charef, a surtout appelé à accélérer la conclusion d’un mémorandum d’entente et de coopération avec la Chambre économique fédérale autrichienne, afin de renforcer les échanges et le partenariat. En marge de la rencontre, une lettre d’intention a été signée entre deux entreprises des deux pays (Industriesoft et Palfinger EMEA GmbH) pour le développement et la distribution des solutions de levage et de manutention sur le marché algérien.

APS

ALGÉRIE-TUNISIE

Une centrale de 1.400 MW à l’étude

L’Algérie et la Tunisie examinent un projet de réalisation d’une centrale électrique à cycle combiné d’une capacité de 1.400 mégawatts (MW), selon un communiqué du ministère algérien de l’Énergie et des Énergies renouvelables publié à l’issue d’une rencontre entre les responsables énergétiques des deux pays. Le projet a été évoqué lors d’une rencontre tenue à Alger entre le ministre algérien de l’Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, et Salah Zouari, ministre tunisien chargé de la gestion du ministère de l’Industrie, des Mines et de l’Énergie. La réunion s’est déroulée en marge de la deuxième réunion ministérielle du Corridor sud de l’hydrogène, organisée le 1er octobre 2026. La réalisation de cette centrale à cycle combiné figure parmi les principaux sujets abordés par les deux parties. Le communiqué officiel indique que les discussions ont porté sur « la proposition de projet de réalisation d’une centrale de production d’électricité à technologie de cycle combiné d’une capacité de 1.400 mégawatts ». À ce stade, le communiqué ne fournit pas de précisions sur le lieu d’implantation de la future centrale, son calendrier de réalisation, son coût d’investissement ou encore le schéma de financement du projet. Il s’agit donc, selon les informations disponibles dans le communiqué, d’une proposition faisant l’objet de discussions entre les deux parties. Cette capacité de 1.400 MW confère néanmoins au projet une dimension significative dans le cadre de la coopération énergétique bilatérale, alors que les deux pays cherchent à renforcer leurs infrastructures et leur coordination dans le domaine de l’électricité. La rencontre a également réuni le président-directeur général de la Société tunisienne de l’électricité et du gaz (STEG), le directeur général du groupe Sonelgaz, ainsi que plusieurs cadres du ministère algérien de l’Énergie et des Énergies renouvelables. Les discussions ont notamment porté sur le renforcement de la coopération entre Sonelgaz et la STEG. Alger souhaite, selon le communiqué, intensifier la coordination entre les deux opérateurs afin de consolider un partenariat fondé sur une vision à long terme et d’élargir les domaines de coopération en fonction des besoins futurs des deux pays. Le ministre algérien de l’Énergie a par ailleurs réaffirmé l’engagement de l’Algérie à poursuivre son soutien à la Tunisie dans le domaine de l’approvisionnement énergétique.

Synthèse R E.

MASCARA/FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 5.900 nouvelles places pédagogiques mobilisées

La Direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Mascara a mobilisé 5.925 nouveaux lieux pédagogiques, en prévision de la rentrée de la formation professionnelle, prévue le 4 octobre prochain, a indiqué, vendredi, la même direction. Dans ce cadre, 1.375 places ont été réservées à la formation par apprentissage, 960 à la formation résidentielle, 110 à la formation passerelle, 385 aux cours du soir et 165 à la formation qualifiante initiale. Par ailleurs, 310 places ont été destinées aux femmes au foyer, 390 aux détenus des établissements pénitentiaires, et 110 au milieu rural. A cela s'ajoutent 100 places dans le cadre de la formation conventionnée destinée au secteur agricole, 710 places pour la formation des bénéficiaires de l'allocation chômage, ainsi que 1.310 places au niveau des établissements privés de formation professionnelle, selon la même source. Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya sera également renforcé, à l'occasion de la prochaine rentrée, par l'ouverture de trois nouvelles spécialités : "Technicien en laboratoire de traitement des eaux", "Peinture des bâtiments" et "Bibliothèques logicielles", a-t-on précisé. Il convient de rappeler que la direction du secteur a lancé, depuis la fin du mois d'août dernier, un programme intensif de sensibilisation en prévision de la prochaine rentrée. Ce programme comprend l'organisation de caravanes d'information et de journées portes ouvertes au niveau des établissements de formation, ainsi que l'animation d'émissions radiophoniques destinées à faire connaître les nouveautés du secteur dans la wilaya. Il vise également à informer sur les possibilités de formation offertes dans les différents établissements, ainsi que sur leurs pages officielles sur les réseaux sociaux. A noter que la wilaya de Mascara compte actuellement 14 centres de formation professionnelle et quatre instituts nationaux spécialisés, qui accueillent au total près de 10.000 stagiaires, répartis dans 16 branches professionnelles.

R. E.

SIDI BEL-ABBÈS

Des travaux de réhabilitation et de modernisation des grandes infrastructures sportives

Des travaux de réhabilitation et de modernisation de plusieurs infrastructures sportives se dérouleront dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, notamment au niveau du complexe 24-Février, de la piscine semi-olympique et de la salle omnisports, à-on avis auprès du directeur du secteur, Badr-Eddine Gharbi.

Le responsable a expliqué, lors du forum de la presse, organisé jeudi sous la supervision du wali de la wilaya, Kamel Hadji, que le projet de modernisation du complexe 24-Février revêt un caractère stratégique et fait l'objet d'un suivi régulier sur le terrain. L'objectif est de mettre cette infrastructure en conformité avec les normes et standards internationaux, afin de lui permettre, à l'avenir, d'accueillir des matchs et des étapes des équipes nationales. Les travaux programmés au niveau du stade principal du complexe comprennent la réalisation de travaux de gros et de seconde œuvre, ainsi que la pose de gazon hybride et artificiel sur les terrains. Ils présagent également sur l'aménagement d'une piste d'athlétisme moderne, la rénovation des tribunes et l'ins-

tallation de sièges, ainsi que la construction d'une clôture extérieure. L'opération prévoit également l'installation d'un système électronique moderne de contrôle des accès, la mise en place de panneaux d'orientation et d'un système d'éclairage extérieur performant. Elle comprend en outre la réalisation d'un vaste parking, ainsi que de terrains annexes et de proximité, ce qui devrait contribuer au renforcement de l'activité sportive dans la région. Concernant les autres infrastructures du complexe, le directeur du secteur a indiqué que les travaux de réhabilitation de la piscine semi-olympique comprennent la rénovation du bassin et de ses équipements annexes, ainsi que son renforcement par un système moderne de traitement et de purification de l'eau.

Parallèlement, les travaux de rénovation de la salle omnisports se poursuivent avec la réhabilitation de l'espace principal, des vestiaires et des différents équipements qui lui sont rattachés, afin de lui permettre d'accueillir différentes compétitions et activités sportives dans de meilleures conditions. Le responsable a assuré, dans ce contexte, que le rythme des travaux permet la réception et l'inauguration de la piscine semi-olympique et de la salle omnisports au cours du mois de mars prochain, conformément aux orientations des autorités locales visant à valoriser les infrastructures sportives de la wilaya et à les mettre à la disposition des sportifs et du public dans les délais impartis.

Agence

BEJAIA

La figue et les produits du terroir à l'honneur à Beni Djellil

Le produit de la figue et de la figue sèche a été à l'honneur dans la commune de Beni Djellil, dans la wilaya de Bejaia, à l'occasion de la 8e édition du festival dédié à ce fruit et aux produits du terroir, organisé du 1er au 3 octobre. Inauguré jeudi après-midi, le festival réunit près de 250 participants venus des différentes communes de Bejaia, ainsi que des wilayas de Bouira, Tizi Ouzou, Sétif, Bordj Bou Arréridj et Alger, a indiqué à l'APS, Abdelghani Ouali, président de l'Assemblée populaire communale (APC) de

Beni Djellil, organisatrice de l'événement. L'objectif de cette manifestation agricole, qui se tient à l'ancien stade d'Idjeddaren, au village de Tala Moumene, est de valoriser la figue et les produits du terroir de la commune, en mettant en avant le savoir-faire des producteurs et des villageois, a ajouté M. Ouali. Il a indiqué que ce festival constitue une occasion pour les figuculteurs participant à cette 8e édition de présenter leurs productions, et de les faire connaître auprès du public et d'explorer de

nouvelles perspectives de commercialisation. Ainsi, le P/APC a fait savoir que la commune ambitionne de faire de ce festival "un rendez-vous contribuant au développement économique local", en mettant sur le développement de la transformation afin d'obtenir un produit agricole "mieux valorisé, conditionné et identifié". Outre la valorisation du produit, les services agricoles, quant à eux, estiment que cette manifestation constitue une occasion de réunir les professionnels de la filière, dans le but de favoriser les

échanges d'expériences et de savoir-faire. La direction des Services agricoles (DSA) a, par ailleurs, réitéré son engagement à accompagner les producteurs de figues et à soutenir leurs efforts consistants à valoriser la production locale et à promouvoir le secteur agricole, à-on souligné. Par ailleurs, le festival de la figue et des produits du terroir de Beni Djellil connaît une grande affluence de visiteurs venus découvrir, outre les produits agricoles exposés, le savoir-faire local.

R. E.

MASCARA

La campagne d'information sur les mesures incitatives de NESDA attire un nombre important de porteurs de projets

La campagne d'information visant à faire connaître les nouvelles mesures incitatives et les facilités proposées par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), dont les activités ont pris fin, jeudi à Mascara, a attiré un nombre important de porteurs de projets, a indiqué le chargé de l'information de l'antenne de wilaya de l'agence, Abdelaziz Batouche. Dans une déclaration à l'APS en marge de la journée de clôture de cette manifestation, M. Batouche a précisé que cette campagne, qui s'est étalée sur un mois, "a connu une forte affluence des jeunes porteurs de projets, qui ont manifesté un vif intérêt pour les explications fournies par les cadres de l'antenne de l'agence concernant les nou-

veaux avantages, facilités et mesures incitatives proposés par l'agence, notamment en ce qui concerne les formules de financement des projets et l'accompagnement des porteurs de projets dans la concrétisation de leurs micro-entreprises". Il a également indiqué que les journées de sensibilisation consacrées aux mesures incitatives et aux facilités proposées par l'agence, organisées dans le cadre de cette campagne, ont enregistré une participation importante de personnes souhaitant élargir leurs projets d'investissement, ainsi que de porteurs de projets. Ces derniers ont interagi avec les interventions des cadres de l'antenne en posant de nombreuses questions sur les conditions et les modalités permettant de bénéficier des

différents avantages et mesures incitatives proposés par la NESDA. Cette campagne a été marquée par l'intensification des activités de sensibilisation organisées par les cadres de l'antenne de wilaya de l'agence, à travers des rencontres de proximité et des séances d'information dans les espaces publics et les structures dédiées aux jeunes à travers les 16 daïras de la wilaya. Ces activités ont notamment permis de présenter le programme d'appui à l'extension des micro-entreprises et d'encourager les bénéficiaires d'un financement de l'agence à développer et diversifier leurs activités, notamment dans le secteur agricole, a fait savoir la même source. A cette occasion, des journées portes ouvertes ont également été organisées

au niveau des annexes de l'antenne de wilaya de la NESDA, afin de faire connaître les nouvelles facilités proposées par l'agence, notamment celles relatives au mécanisme d'extension de l'activité économique ou commerciale, ainsi que les avantages accordés pour la création de micro-entreprises dans le secteur agricole. Cette campagne d'information vise à attirer le plus grand nombre possible de jeunes souhaitant bénéficier des avantages et des mesures incitatives de l'agence, à encourager les diplômés des universités et des établissements de formation à créer des micro-entreprises dans le cadre de ce dispositif, ainsi qu'à promouvoir et ancrer la culture entrepreneuriale chez les jeunes, a-t-on souligné.

Comment l’Iran a évité l’effondrement économique malgré la guerre israélo-américaine

Le ministre des Finances, Scott Bessent, a promis d’exercer une pression « sans précédent » sur Téhéran. Pourquoi cela n’a-t-il pas encore porté ses fruits ?

Par Djavad Salehi-Isfahani

Près de six mois après le lancement par les États-Unis et Israël d’une opération visant à renverser le gouvernement iranien, on peut affirmer sans se tromper que leur offensive ne s’est pas tout à fait déroulée comme prévu. Pour autant, la guerre qui s’en est suivie a obéi à une logique claire et prévisible. Après des décennies de sanctions qui n’ont pas réussi à convaincre les Iraniens de renverser le régime, Israël et les États-Unis ont recouru à la guerre ; lorsque cela a également échoué, ils se sont tournés vers un blocus naval. Chaque escalade a eu un impact, aggravant les conditions de vie déjà difficiles en Iran, mais jusqu’à présent, aucune n’a atteint son objectif ultime : forcer le régime à capituler. L’impasse militaire a une nouvelle fois ramené l’attention sur l’économie et sur la question qui a toujours plané sur cette stratégie : jusqu’à quel point la société iranienne peut-elle supporter les répercussions économiques ? Nous pouvons mettre en évidence à quel point le niveau de vie s’est dégradé. L’Iran produit une quantité considérable de données économiques et sociales et, malgré son isolement, des millions de personnes entrent et sortent du pays. Mais personne ne sait dans quelle mesure des sanctions supplémentaires permettraient d’aboutir au résultat politique escompté par cette stratégie. Personne ne devrait douter que l’économie iranienne se trouve dans la pire situation qu’elle ait connue depuis des décennies. Des années de sanctions sévères ont réduit à néant deux décennies de croissance économique, et des mois de guerre ont causé des centaines de milliards de dollars de dégâts aux infrastructures et aux capacités de production, tout en faisant grimper le nombre de chômeurs de plusieurs millions. Les États-Unis et Israël semblent avoir déclenché cette guerre en pensant que l’Iran était au bord de la ruine économique. Tout comme on avait maintes fois affirmé qu’une bombe nucléaire iranienne ne serait plus qu’une question de semaines ou de mois, on s’attendait à ce que l’effondrement économique survienne dès la prochaine vague de pressions. Mais il apparaît désormais clairement que tant le tableau d’une extrême fragilité économique que les prévisions d’un changement de régime étaient largement exagérées. L’économie iranienne affiche de mauvais résultats depuis que le président Donald Trump a lancé sa campagne de « pression maximale » en 2018, mais il serait plus juste de parler de croissance lente et

de stagnation que d’effondrement. L’emploi s’est redressé après avoir subi un premier choc, passant d’environ 23 millions à 25 millions avant la guerre de juin. La croissance de l’emploi a en fait dépassé celle de la population en âge de travailler, qui a augmenté d’environ 1,7 million au cours de la même période. La guerre a changé la donne. Le PIB et l’emploi ont tous deux chuté au printemps 2026. En juin, près d’un demi-million d’emplois avaient disparu, en grande partie à cause de la campagne de bombardements qui a débuté le 28 février. Le taux de chômage, qui était resté inférieur à 8 % au cours des deux années précédentes, a bondi à 9,1 % ce printemps et continue probablement de grimper à mesure que de plus en plus d’entreprises ferment leurs portes faute de matières premières importées. Il est plus compliqué de déterminer l’évolution du PIB et en particulier du PIB par habitant, qui constitue un bon indicateur du niveau de vie moyen. On peut facilement commettre de graves erreurs lorsqu’on compare l’évolution du PIB iranien au fil du temps, notamment lorsqu’on convertit la production exprimée de rials en dollars. Selon le taux de change utilisé, les estimations obtenues peuvent varier considérablement. Par exemple, évaluer la production iranienne au taux de change du marché libre, qui fluctue, donne une valeur en dollars bien plus faible et plus variable pour l’économie iranienne. Il ne faut pas confondre la dépréciation monétaire avec un effondrement équivalent du volume des biens et services que les Iraniens produisent et consomment réellement. Pour comparer la production réelle au fil du temps, les mesures fondées sur la parité de pouvoir d’achat (PPA) constituent une référence plus pertinente. La conversion en PPA permet d’éviter les distorsions causées par les fluctuations du taux de change du marché et de comparer la production à prix constants. Selon la mesure de la PPA à prix constants de la Banque mondiale, le PIB par habitant, un indicateur couramment utilisé pour évaluer le niveau de vie, s’est redressé après l’imposition de sanctions plus sévères. En 2025, il était supérieur de 9,6 % à celui de 2018, année où Donald Trump a lancé sa campagne de « pression maximale », et de 5,5 % à celui de 2011, année où les sanctions ont été renforcées pour la première fois sous la présidence de Barack Obama et ont de plus en plus restreint le commerce international de l’Iran. Ces taux de croissance sont loin d’être impressionnants. Si l’économie iranienne avait continué à croître de 5 % par an après 2011, son PIB par habitant aurait été plus de deux fois supérieur à ce qu’il était en 2011. Pour autant, ces chiffres ne

décrivent pas une économie au bord de l’effondrement. Cette distinction est importante, car la stratégie politique de « pression maximale » repose en grande partie sur l’hypothèse qu’un nouveau resserrement de l’étau économique pourrait pousser une économie déjà épuisée (et donc le système politique) à basculer. Dans quelle mesure la guerre a-t-elle aggravé ce tableau déjà sombre ? Les derniers chiffres du PIB couvrant la période de la guerre datent du printemps 2026. Ils révèlent une contraction étonnamment faible : la production n’était inférieure que de 0,21 % à son niveau du printemps de l’année précédente. Cette baisse limitée s’explique en partie par une croissance de 6,5 % dans le secteur des services publics, un secteur fortement subventionné et en grande partie géré par l’État. L’industrie manufacturière a progressé de 1,46 %, arrivant loin derrière. Ces deux secteurs sont toutefois devenus de plus en plus vulnérables à mesure que la guerre se prolongeait. L’industrie manufacturière a souffert de perturbations dans l’approvisionnement dues aux bombardements massifs des installations sidérurgiques et pétrochimiques, tandis que les services publics eux-mêmes sont devenus la cible d’attaques américaines. Les chiffres du printemps nous renseignent donc davantage sur la résilience initiale de l’économie que sur la façon dont celle-ci résistera à une guerre et à un blocus prolongés. Pour ce qui est d’une mesure plus directe du bien-être des ménages, l’enquête sur les revenus et les dépenses, réalisée chaque année, constitue un indicateur plus fiable. Malheureusement, les résultats de l’enquête sur les ménages portant sur la période de la guerre n’ont pas encore été publiés ; ils sont attendus le mois prochain. Des enquêtes antérieures révèlent toutefois un élément important que le discours sur l’effondrement économique imminent passe sous silence. Au cours des trois années qui ont précédé la guerre de juin, de 2021/22 à 2024/25, les dépenses moyennes réelles par habitant ont augmenté et les taux de pauvreté ont baissé. L’une des principales raisons de cette résilience économique réside dans la relance et l’extension des transferts monétaires sous les gouvernements Raisi et Pezeshkian, qui ont privilégié la redistribution des fonds en faveur des plus démunis plutôt que les politiques plus favorables au marché et aux entreprises menées par le président Hassan Rouhani. Ces transferts n’ont pas entièrement compensés les effets de plusieurs années d’inflation et de sanctions sur les ménages, mais ils ont contribué à atténuer l’impact et à prévenir la famine parmi les plus démunis.

Les transferts d’argent ont leurs limites. Alors que les sanctions et le blocus réduisent à néant les recettes pétrolières et obligent le gouvernement à imprimer de la monnaie pour financer ces transferts, le coût de la guerre se fait de plus en plus sentir à travers la hausse des prix. Au printemps, alors que les bombes s’abattaient sur Téhéran et les grandes villes, les prix ont augmenté à des taux annuels à trois chiffres. Une brève accalmie est survenue le 17 juin avec la signature du protocole d’accord entre l’Iran et les États-Unis, qui a entraîné une baisse de 15 % du dollar. Profitant de cette accalmie dans les combats pour me rendre à Téhéran, je suis passé devant de nombreuses boutiques haut de gamme du nord de la ville qui avaient (avec optimisme) mis leurs articles de luxe importés en soldes d’été. Ce bref répit a suffi pour ramener l’inflation globale du mois dernier à la moitié du taux annuel de 99 % atteint le mois précédent. La politique du gouvernement consistant à laisser les prix (y compris le taux de change) augmenter, plutôt que de les fixer et de recourir au rationnement, a contribué à la résilience de l’économie et explique en partie pourquoi les prédictions répétées d’un effondrement économique imminent se sont révélées infondées. Il est difficile de prédire combien de temps le gouvernement Pezeshkian pourra maintenir ce cap et éviter le rationnement si des pénuries alimentaires et de carburant devaient survenir. L’Iran a payé un prix énorme pour avoir résisté aux sanctions et à la guerre afin de préserver son indépendance. Les sanctions ont freiné la croissance, nui aux investissements et aggravé l’inflation, tandis que la guerre a détruit des actifs productifs et des emplois. Mais une économie peut afficher de mauvais résultats pendant très longtemps sans s’effondrer, en particulier lorsque l’État est capable de redistribuer les revenus au profit des plus démunis et lorsque la population accorde une grande importance à l’indépendance nationale. (*) Professeur d’économie à Virginia Tech. Il est chercheur associé au sein de la Middle East Initiative du Belfer Center for Science and International Affairs de la Harvard Kennedy School. Son ouvrage co-écrit, intitulé *How Sanctions Work* (Comment fonctionnent les sanctions), paraîtra aux éditions Stanford University Press le 6 février. Les opinions exprimées par les auteurs sur Responsible Statecraft ne reflètent pas nécessairement celles du Quincy Institute ou de ses collaborateurs. Source : Responsible Statecraft, 18-08-2026 Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

EGYPTE
Malgré un
potentiel
diversifié, l’or au
cœur des
nouveaux
investissements
miniers du pays

Porter la contribution du secteur minier au PIB à 6 % d’ici 2030, contre 1 % actuellement, constitue l’un des objectifs affichés par l’Égypte dans le cadre de sa stratégie économique. Une ambition qui prend tout son sens au regard du potentiel minier revendiqué par le pays, de l’or aux phosphates. Du lundi 28 au mardi 29 septembre, l’Égypte a réuni investisseurs, partenaires publics, institutions financières et autres acteurs du secteur à l’occasion de l’Egypt Mining Forum 2026. Au-delà des débats, l’événement a servi de cadre à plusieurs annonces d’investissements dans le secteur minier national, avec une place particulière accordée à l’or, qui se distingue parmi les nombreuses ressources du sous-sol égyptien. De l’or aux phosphates, en passant par le fer, le cuivre, l’argent et le manganèse, l’Égypte dispose d’un potentiel minier diversifié. Mais alors que Le Caire cherche à accélérer la transformation de cette filière pour porter sa contribution au PIB à 6 % d’ici 2030, contre 1 % actuellement, le métal jaune semble concentrer pour l’heure une grande partie des nouvelles initiatives annoncées. Dès l’ouverture du sommet, AngloGold Ashanti, opérateur de Sukari, la plus grande mine d’or du pays, a annoncé avoir déposé des demandes pour 19 nouvelles zones d’exploration aurifère dans le désert Oriental. Le groupe prévoit également de consacrer « plusieurs millions de dollars » à l’exploration de zones vierges en 2027. Saudi Gold Refinery, société privée basée à Riyad, s’inscrit elle aussi dans cette dynamique. Elle a soumis des demandes pour sept permis d’exploitation aurifère et envisage d’investir plus de 200 millions USD en Égypte si ces licences lui sont accordées. D’autres acteurs, dont Afaq Mining, ont également fait part de projets d’investissement dans la filière. Cet intérêt pour l’or égyptien intervient dans un contexte de prix élevés depuis 2024, qui renforce l’attrait des compagnies pour les projets présentant un potentiel de développement. L’enjeu apparaît d’autant plus important en Égypte que les ressources aurifères estimées à 7,3 millions d’onces (environ 226 tonnes) sont jugées largement sous-exploitées. Selon l’US Geological Survey (USGS), le pays a produit 17 tonnes d’or en 2024, dont 14,1 tonnes provenaient de Sukari. L’afflux d’annonces durant le forum s’inscrit ainsi dans la stratégie du Caire, qui cherche, à travers plusieurs réformes engagées ces dernières années, à attirer davantage de capitaux afin de développer son industrie minière.

Agence

RAFFINAGE ET APPROVISIONNEMENT

Le pari énergétique de la Corée du Sud en Libye

Très dépendante des importations d’énergie, la Corée du Sud cherche à diversifier ses approvisionnements alors que les tensions au Moyen-Orient fragilisent ses routes traditionnelles. La Libye s’inscrit dans cette stratégie. La Corée du Sud envisage de proposer à la Libye une initiative de coopération dans le raffinage du pétrole brut, avec l’objectif de contribuer à l’approvisionnement du marché libyen en essence et en diesel.

Synthèse R.I

Séoul étudie également la possibilité de réserver une partie de la production libyenne à l’exportation vers la Corée du Sud. Ces deux pistes ont été évoquées le 28 septembre à Tripoli, lors du Forum de coopération économique Libye-Corée du Sud, consacré à la relance des échanges, des investissements et des partenariats entre les deux pays. Pour Tripoli, le développement du raffinage local permettrait de mieux répondre à la demande intérieure en produits pétroliers. Quant à Séoul, l’accès à du brut libyen constituerait une source d’approvisionnement supplémentaire, dans un contexte où le pays cherche à réduire sa forte dépendance aux importations en provenance du Moyen-Orient.

Le brut libyen intéresse Séoul dans sa diversification

La Corée du Sud couvre 94 à 97 % de ses besoins énergétiques par des importations. Elle consomme entre 2,5 et 2,8 millions de barils de brut par jour et dispose de 3,5 à 4 millions de barils par jour de capacités de raffinage. Faute de production pétrolière domestique significative, ses raffineries fonctionnent presque entièrement avec du brut importé.

Cette dépendance est également géographique. En janvier 2026, environ 70 % des importations sud-coréennes de brut provenaient du Moyen-Orient, dont une grande partie transitait par le détroit d’Ormuz. Les tensions dans la région ont conduit Séoul à rechercher des approvisionnements alternatifs. Le pays a indiqué avoir sécurisé environ 273 millions de barils par d’autres voies et activé ses réserves stratégiques. La Libye avait déjà été sollicitée dans cette démarche. En avril, le vice-ministre sud-coréen des Affaires étrangères, Park Jong-han, s’était rendu en Libye et en Algérie pour discuter notamment de possibles livraisons de brut et de naphta. Tripoli avait alors indiqué pouvoir affecter du pétrole à la Corée du Sud, sous réserve de conditions techniques et financières. La proposition présentée fin septembre prolonge donc ces échanges en envisageant deux débouchés pour le brut libyen : sa transformation sur place afin d’alimenter le marché local et, parallèlement, l’exportation d’une partie de la production vers la Corée du Sud. Aucun accord formalisé sur ces deux volets n’a toutefois été annoncé.

Une coopération énergétique au cœur d’un rapprochement plus large

Cette initiative s’inscrit dans la relance d’une

relation économique ancienne. Depuis l’établissement des relations diplomatiques en 1980, des entreprises sud-coréennes ont obtenu 36,7 milliards de dollars de contrats en Libye, notamment dans la construction, l’ingénierie et le projet de Grande Rivière artificielle. Séoul cherche aujourd’hui à renforcer cette présence. En avril, le ministère libyen de l’Économie et du Commerce avait invité les entreprises sud-coréennes ayant déjà opéré dans le pays à reprendre leurs activités. Le forum de septembre vise justement à élargir la coopération aux investissements, aux partenariats, au transfert de technologies et à la coopération technique. LG, Samsung et Hyundai y ont participé aux côtés d’acteurs libyens. Hyundai intervient déjà dans des projets de production électrique en Libye. Les échanges commerciaux restent toutefois limités au regard de cette ambition. En 2025, les exportations sud-coréennes vers la Libye ont atteint environ 455 millions de dollars, contre 138 millions de dollars d’exportations libyennes vers la Corée du Sud, principalement composées de combustibles minéraux, d’aluminium et de plomb. Le raffinage en Libye et l’exportation potentielle de brut vers la Corée du Sud constituent ainsi deux pistes pour élargir la dimension industrielle de ce rapprochement.

BONS DU TRÉSOR

37,23 milliards de dinars en circulation, quel impact pour les Tunisiens ?

L’encours des Bons du Trésor s’établissait à 37,23 milliards de dinars au 1er octobre 2026, selon les dernières données quotidiennes de la Banque centrale de Tunisie. Il progresse de 5,69 milliards de dinars sur un an, soit 18,1 %. Derrière ce montant se pose une question concrète : lorsque l’État mobilise davantage de ressources sur le marché intérieur, quelles peuvent être les conséquences sur le financement des entreprises, le crédit aux ménages et les finances publiques ?

Plus de 35 milliards de dinars en BTA

Au 1er octobre, l’encours des Bons du Trésor assimilables (BTA), titres de moyen et long terme émis par l’État, atteignait 35,539 milliards de dinars, contre 28,510 milliards un an auparavant. Il a ainsi augmenté de 7,029 milliards de dinars en douze mois, soit 24,7 %. Le mouvement est inverse pour les Bons du Trésor à court terme. Leur encours est revenu de 3,026 milliards de dinars à 1,691 milliard, soit une baisse de 44,1 %. Les BTA représentent désormais environ 95,5 % de l’ensemble des Bons du Trésor en circulation.

Un impact indirect via le crédit bancaire

Les Bons du Trésor permettent à l’État d’emprunter des dinars sur le marché intérieur pour couvrir ses besoins de financement et refinancer une partie de sa dette arrivant à échéance. Pour un particulier, leur augmentation ne provoque donc pas directement une hausse des prix ou une modification de son compte bancaire. L’effet peut en revanche passer par le système financier. Les banques peuvent souscrire et détenir des Bons du Trésor dans leurs portefeuilles. Lorsque davantage de ressources financières sont orientées vers le financement de l’État, elles peuvent entrer en concurrence avec celles destinées aux entreprises et aux particuliers. Ce mécanisme est généralement désigné comme un risque d’« effet d’éviction ». Pour une PME qui souhaite acheter une machine, un commerçant qui veut développer son activité ou un ménage qui sollicite un crédit immobilier, l’enjeu porte sur la quantité de financement disponible et son coût. Cela ne signifie pas qu’une hausse des Bons du Trésor entraîne automatiquement une baisse des crédits. L’enjeu est plutôt de savoir quelle part des ressources disponibles finance l’État et quelle part est dirigée vers l’investissement des entreprises et les besoins des ménages.

19 milliards de dinars d’emprunts intérieurs prévus en 2026

La loi de finances 2026 prévoit 19,056 milliards de dinars d’emprunts intérieurs. Selon le ministère des Finances, ces ressources sont ventilées entre 4,84 milliards de dinars de BTA, 2,5 milliards de Bons du Trésor à court terme et 11,716 milliards d’autres emprunts intérieurs. Les Bons du Trésor constituent donc une composante du financement intérieur de l’État, et non sa totalité. Ces montants correspondent aux ressources d’emprunt prévues pour l’exercice 2026. Ils ne sont pas directement comparables à la hausse de 7,029 milliards de dinars de l’encours des BTA sur douze mois, qui mesure la différence entre deux stocks à deux dates distinctes. Les Bons du Trésor doivent également être remboursés à leur échéance et donnent lieu au paiement d’intérêts. L’évolution de leur encours intervient ainsi dans les besoins futurs de refinancement du Trésor et dans la charge de la dette publique. Lorsque cette charge augmente, elle peut réduire la marge budgétaire disponible pour d’autres dépenses ou investissements publics, selon l’évolution des recettes de l’État, des taux d’intérêt et des besoins de refinancement.

Synthèse R.I.

EN SOUTIEN À LA MODERNISATION DE SA FILIÈRE RIZICOLE

L’Ethiopie obtient 2 millions \$ du Japon

L’Éthiopie dépend à hauteur de 80 % des importations pour ses besoins en riz. Le gouvernement qui cherche à accroître la production locale pour réduire cette dépendance, mise sur la modernisation des systèmes de production, notamment à travers la mécanisation du secteur.

Par Rédaction Internationale

En Éthiopie, le gouvernement a signé, le 30 septembre dernier, un accord de subvention de 360 millions de yens, soit environ 2,3 millions \$, avec l’Agence japonaise de coopération internationale (JICA) pour accélérer la modernisation de la filière rizicole grâce à la fourniture de machines et d’équipements agricoles. Selon le ministère de l’Agriculture, cette enveloppe est destinée à financer l’acquisition de moissonneuses-batteuses, de tracteurs, de machines de transformation du riz et d’équipements de préparation des terres. L’objectif est de renforcer la production rizicole, d’améliorer l’efficacité de la transformation et de réduire les pertes post-récolte.

La mécanisation, un maillon encore peu développé

Cet appui intervient alors que la mécanisation constitue depuis plusieurs années l’un des principaux défis de la riziculture éthiopienne. Une étude menée en 2019 dans

plusieurs zones de production avait montré que seuls 2 % des exploitations utilisaient un tracteur pour la préparation des terres, tandis que 22,7 % avaient accès à des équipements de polissage du riz. Ces résultats repris par le ministère de l’Agriculture dans son National Rice Flagship Program 2023-2027, mettent en évidence les difficultés d’accès aux équipements qui freinent le développement de la filière. Selon la même étude, le désherbage représentait environ 66 % de la main-d’œuvre mobilisée dans la riziculture. Le programme national identifie ainsi la préparation des terres, le désherbage, la récolte, le battage et la transformation parmi les opérations pour lesquelles un recours accru à la puissance mécanique pourrait contribuer à améliorer la productivité. L’aide japonaise intervient ainsi sur plusieurs des maillons identifiés comme prioritaires pour la mécanisation de la filière. L’enjeu est d’autant plus stratégique qu’Addis-Abeba affiche de grandes ambitions de croissance dans le secteur. En Éthiopie, la production rizicole a fortement progressé au cours de la dernière décennie. Selon les données compilées par le

ministère de l’Agriculture, la production de riz paddy a presque triplé, passant de 97 000 tonnes en 2012 à 276 000 tonnes en 2021.

Une production en hausse, mais encore loin de l’objectif

Sur la même période, les superficies consacrées à la culture du riz sont passées de 34 000 à 88 000 hectares. Dans le cadre de la deuxième Stratégie nationale de développement du riz (NRDS-II), couvrant la période 2019-2030, Addis-Abeba vise une production de 1,93 million de tonnes de riz paddy d’ici 2030, avec pour objectif de parvenir à l’autosuffisance. Si la mécanisation constitue un levier important, le développement de la filière reste également tributaire de la levée de plusieurs contraintes structurelles, dont la faible maîtrise de l’irrigation, l’accès limité au crédit, le manque de personnel qualifié, le morcellement des terres et l’insuffisance d’équipements adaptés, d’après les autorités.

HYDROCARBURES

Le Congo et Nigeria collaborent sur le développement du contenu local

Le Congo veut faire émerger des entreprises locales capables de peser dans l’exploitation de ses ressources pétrolières. Le pays cherche ainsi à capter une part plus importante des retombées économiques du secteur, alors qu’il ambitionne de doubler sa capacité de production. Le Congo-Brazzaville veut s’inspirer de l’expérience nigériane en matière de contenu local dans les hydrocarbures. Une délégation conduite par le ministre des Hydrocarbures, Stev Simplicie Onanga, s’est à cet effet rendue au Nigeria en septembre pour étudier le dispositif développé par le Nigerian Content Development and Monitoring Board (NCDMB). Le NCDMB indique que la délégation a été reçue à Abuja le 21 septembre par Heineken Lokpobiri, ministre d’État nigérian chargé du Pé-

trole. L’organisme nigérian présente la visite comme une étude de son cadre de contenu local dans l’industrie pétrolière et gazière. Le ministre Onanga y a déclaré que le Nigeria était le seul pays africain à avoir atteint, selon lui, un niveau significatif d’autosuffisance en contenu local dans le secteur. Le 23 septembre, la délégation s’est notamment rendue au siège du NCDMB à Yenagoa, puis au Nigerian Oil and Gas Park Scheme (NOGaPS) d’Emeyal I, avant de visiter une centrale à gaz de 10 MW à Elebele. Franc Mouzabakani, directeur général des hydrocarbures, a déclaré que le parc et la centrale permettaient à la délégation de voir concrètement les mécanismes du contenu local nigérian. Le NCDMB rapporte notamment que la centrale est exploitée par des entre-

prises locales et alimentée en gaz par un producteur local.

Au-delà du cadre légal congolais

Le Congo dispose déjà d’un cadre légal en matière de contenu local. La loi n°28-2016 du 12 octobre 2016 portant Code des hydrocarbures lui consacre notamment un titre et prévoit des sanctions en cas de manquement. En pratique, l’application de ces règles reste toutefois un enjeu. Dans un entretien accordé à Energy Capital & Power en février 2025, le cabinet juridique CLG Congo relevait que la loi impose l’emploi d’au moins 70 % de Congolais aux postes de direction, mais ne prévoit pas de mécanismes de conformité suffisamment clairs. Le cabinet estimait que l’absence de suivi efficace pouvait entraîner des diffé-

rences dans la mise en œuvre des règles entre les entreprises.

Un enjeu renforcé par les investissements

La question intervient alors que le Congo prépare de nouveaux investissements dans l’amont pétrolier. Lors du Conseil des ministres du 18 août dernier, le gouvernement a examiné deux projets de décret concernant notamment le permis Banga Kayo II, Holmoni et Cayo.

Pour Banga Kayo II, le gouvernement a indiqué que le plan de développement était associé à un investissement attendu de 23 milliards de dollars. Le groupe contracteur du permis est constitué de la SNPC, avec 15 %, et de Wing Wah Exploration & Production Pétrolière SAU, avec 85 %.

R E.

BLÉ

L’Afrique du Sud se dirige vers une 5ème année consécutive de baisse de production

L’Afrique du Sud est le principal marché pour le blé importé en Afrique australe. Alors que la production locale recule depuis plusieurs années, le recours aux importations devrait continuer de se renforcer pour répondre aux besoins du marché. En Afrique du Sud, la récolte de blé devrait s’établir à 1,81 million de tonnes en 2026/2027, selon les dernières projections du Comité d’estimation des récoltes (CEC), publiées le mardi 29 septembre dans le cadre de sa deuxième estimation des cultures d’hiver. Si cette prévision se confirme, elle représenterait une baisse de 5,2 % par rapport à la campagne précédente, au cours de laquelle la production avait atteint environ 1,91 million de tonnes. Cette évolution marquerait surtout une cinquième année consécutive de baisse de la production sud-africaine depuis le pic de 2,28 millions de tonnes enregistré en 2021. La contraction de la production s’inscrit dans un contexte de recul des superficies consacrées au blé, sur fond de conditions économiques moins favorables pour les producteurs. Pour expliquer cette dynamique baissière, les autorités mettent en avant la hausse des coûts de production et la volatilité des marchés mondiaux, qui réduisent l’attractivité économique des cultures d’hiver. S’exprimant sur le sujet en avril dernier, le ministre de l’Agriculture, John Steenhuisen, indiquait notamment que les engrais et le diesel, qui représentent respectivement près de 50 % et 18 % des coûts de production du blé, avaient vu leurs prix augmenter sous l’effet des perturbations des chaînes d’approvisionnement liées au conflit au Moyen-Orient. Le recul des superficies confirme cette tendance. D’après le CEC, les agriculteurs ont consacré environ 479 500 hectares au blé en 2026, contre 517 300 hectares un an plus tôt, soit une baisse d’environ 7 %. Il s’agit également du niveau le plus faible depuis 2015, année où 482 150 hectares avaient été consacrés à cette culture. Dans ce contexte, le recours aux importations devrait continuer de progresser au cours de la campagne de commercialisation 2026/2027, afin de compenser le déficit de production locale. D’après la FAO, la consommation de blé en Afrique du Sud s’est établie en moyenne à 3,6 millions de tonnes par an entre 2022 et 2024, soit un niveau largement supérieur à la production nationale attendue cette année.

Agence

ANGOLA

1 000 bus électriques, mais surtout un nouvel écosystème de mobilité à structurer

Longtemps centrée sur le renouvellement des parcs et l’amélioration des réseaux, la modernisation des transports urbains africains ouvre désormais un nouveau chantier : celui de l’électrification. En Angola, cette évolution pourrait accélérer la structuration d’une filière encore émergente. En Angola, un plan d’introduction progressive d’au moins 1 000 bus électriques et l’installation de 2 000 points de recharge a été dévoilé le lundi 28 septembre. L’initiative vise, selon le ministère des Transports, à accélérer l’électrification des transports publics. Une ambition qui pose moins la question du nombre de vé-

hicules que celle des infrastructures, des financements et des compétences nécessaires pour faire fonctionner durablement cette nouvelle mobilité. Le projet entre dans le cadre du programme ONDJILA GREEN, dont les bases opérationnelles reposent sur un protocole d’accord entre le ministère des Transports, le Fonds souverain angolais (FSDEA), et OPAIA Motors, entreprise locale spécialisée dans l’assemblage de véhicules. Le déploiement du réseau de recharge doit se faire progressivement. Selon le directeur exécutif d’OPAIA Motors, Danilo Ventura, les 240 premières stations seront principa-

lement installées à Luanda. Cette première étape doit permettre de créer les conditions nécessaires à l’introduction des bus électriques, avant une extension du dispositif à d’autres zones du pays.

Un chantier qui dépasse la seule acquisition de bus

Pour l’Angola, le principal enjeu sera de transformer cette annonce en un système de mobilité opérationnel. L’électrification d’un parc de transport public suppose, en plus d’un réseau de recharge adapté, de

disposer d’une alimentation électrique suffisamment fiable pour répondre à la demande. Le financement constitue un autre paramètre déterminant. Si le protocole conclu entre le ministère des Transports, le FSDEA et OPAIA Motors établit un cadre de coopération, le montant global des investissements nécessaires et le calendrier détaillé du programme n’ont pas encore été rendus publics. Les études techniques, le choix du modèle de déploiement et la structuration financière devront donc précéder le passage à une phase d’exécution à grande échelle.

Agence

BOURSE DE PARIS

Rebond après une semaine préoccupante pour les taux français

La Bourse de Paris s'est un peu ressaisie vendredi grâce au repli du pétrole, au terme d'une semaine marquée par la hausse des taux obligataires et l'écart avec l'Allemagne, conduisant des experts à poser la question d'une intervention de la Banque centrale européenne (BCE).

L'indice CAC 40 a termine sur un gain 0,79% à 7.897,19 points, au lendemain d'une chute de 1,62% ayant contribué à une perte hebdomadaire de plus de 2%. Comme les autres places financières, la Bourse de Paris a été portée vendredi par la baisse des cours du pétrole. Très franc en début d'après-midi, alors que les marchés anticipaient la décision des dirigeants du G7 de libérer jusqu'à 100 millions de barils de gazole et pétrole brut dans les quatre mois, le recul s'est finalement progressivement tassé. Vers 19H45 (17H45 GMT), le baril de Brent de la mer du nord ne cédait plus que 0,02% à 102,29 dollars le baril. Le WTI américain affichait de son côté une baisse de 1,68% à 91,31 dollars. Comme à New York ou en Allemagne, les investisseurs à Paris ont profité de ce répit boursier pour miser sur les "valeurs de croissance" de la tech (les deux fabricants de semi-conducteurs STMicroelectronics +6,54% à 50,34 euros et Soitec +7,66% à 170,70 euros hors CAC 40). Cependant, "l'environnement reste dominé par la remontée des primes de risque obligataires" et "les inquiétudes budgétaires et politiques en France continuent de peser sur la dette", résume John Plassard, chef de la stratégie d'investissement chez Cité Gestion Private Bank. La France finit la semaine avec un taux d'emprunt à dix ans à quasiment 4,87% contre 4,71% vendredi dernier en clôture. Scruté par les marchés car signe de cohérence monétaire en zone euro, l'écart de taux avec l'Allemagne (3,46%) s'est creusé à plus de 140 points de base (1,4 point de pourcentage), au plus haut depuis 2012.

TIP en vue ?

"La question d'une intervention de la BCE se pose de plus en plus face à ce début de fragmentation", avancent les experts de Natixis. "La question est de savoir à partir de quel moment la BCE devra commencer à envisager d'utiliser son Instrument de protection de la transmission (TPI en anglais) pour racheter des obligations françaises afin de lisser les écarts de taux", détaille Neil Wilson de Saxo Markets. Le TPI a été créé en 2022, après les tensions sur les marchés obligataires du sud de l'Europe. Il permet à la BCE, sous certaines conditions, d'acheter des obligations d'un Etat membre si des tensions financières menacent la bonne transmission de sa politique monétaire. La situation de la France n'est pas de nature à déclencher le TPI, estime toutefois l'économiste d'ING Carsten Brzeski qui rappelle que le creusement des "spreads" (écarts) français et allemand reflète surtout les inquiétudes des marchés concernant l'état des finances publiques. La hausse des taux est globale et pluri-factorielle: inflation, hausse de l'énergie, besoin de capitaux des Etats endettés, en compétition sur le marché de la dette avec les géants de la tech. Dans ce contexte, la France paie encore plus cher que d'autres pays en raison de sa dette publique à 119% de son PIB et sa situation politique perçue comme instable (gouvernement sans majorité parlementaire, poids des partis d'opposition dans la campagne qui commence). "Si le contexte mondial joue, il n'explique pas tout. Le décalage du spread intègre une prime de risque liée à la situation financière et politique. Les

analystes le chiffrent", résume une source dans l'entourage du Premier ministre Sébastien Lecornu. "L'incertitude politique et le désordre dans la rue donnent l'image d'un pays instable", ajoute cette source, alors que les lycéens bloquent des établissements demandant plus de moyens. "L'enjeu à court terme, c'est donc le budget : no-

tre capacité à le faire avancer, puis adopter, sans le dénaturer sera scrutée de près". Présenté jeudi, le budget 2027 prévoit, pour ramener le déficit à 5% en 2027, 43 milliards d'euros de "mesures de redressement".

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 01 Octobre 2026

Valeur : 05 Octobre 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR 	133.6481	133.6631
1	EUR EURO 	151.0357	151.0660
1	GBP POUND STERLING 	176.8534	176.9201
100	JPY JAPANESE YEN 	84.3685	84.4046
1	CNY CHINESE YUAN 	19.9338	19.9363
1	CHF SWISS FRANC 	160.2880	160.3444
1	CAD CANADIAN DOLLAR 	93.8276	93.8645
1	DKK DANISH KRONE 	20.2047	20.2073
1	SEK SWEDISH KRONA 	13.3003	13.3124
1	NOK NORWEGIAN KRONE 	13.8480	13.8702
1	AED UAE DIRHAM 	36.3896	36.3957
1	SAR SAUDI RIYAL 	35.5873	35.5917
1	KWD KUWAITI DINAR 	433.9224	434.1120
1	TND TUNISIAN DINAR 	44.8751	45.3261
1	MAD MOROCCAN DIRHAM 	13.8033	13.8049
1	LYD LIBYAN DINAR 	20.8100	20.9166
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA 	3.3362	3.3466
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.7415	181.7415

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en hausse, l'emploi plaide pour un statu quo de la Fed

La Bourse de New York a clôturé dans le vert vendredi, les mauvais chiffres de l'emploi américain donnant davantage de raisons à la Réserve fédérale (Fed) de temporiser sur les taux. Le Dow Jones a avancé de 0,49%, l'indice Nasdaq a gagné 1,19% et l'indice élargi S&P 500 a pris 0,73%. "C'est un grand classique (pour les marchés, ndlr): il ne faut pas se focaliser sur le sens premier, mais plutôt sur le sens secondaire" des données économiques, estime auprès de l'AFP Christopher Low, analyste de FHN Financial. Le chômage a légèrement grimpé le mois dernier aux États-Unis, passant de 4,1% à 4,2%, et les créations d'emploi ont surpris par leur faiblesse, à 29.000, soit

presque trois fois moins qu'estimé. "C'est mauvais pour l'économie, mais cela pourrait empêcher la Fed de semer le trouble, c'est pourquoi le marché a plutôt bien accueilli" ce rapport, souligne M. Low. La banque centrale des États-Unis doit veiller à diriger le pays vers le plein-emploi tout en cherchant à maintenir l'inflation autour de 2%. Ces deux objectifs nécessitent généralement des actions opposées: faciliter le crédit pour faire repartir l'économie et avec elle l'emploi, ou au contraire restreindre les conditions de financement pour calmer les hausses de prix. Elle a choisi en septembre d'engager un tour de vis monétaire, le premier en trois ans, pour modérer

l'inflation. Mais "le rapport sur l'emploi du mois de septembre a remis en cause le discours sur la résilience économique", note Chris Osmond, du cabinet Fifth Third Wealth Advisors. L'hypothèse d'un statu quo de la Réserve fédérale en octobre est désormais privilégiée par les investisseurs, avant une possible hausse lors de la réunion suivante, en décembre, selon l'outil de veille CME FedWatch. Les actions américaines ont profité de cette dynamique parce qu'un environnement monétaire accommodant est propice aux bénéfices des entreprises. Sur le marché de la dette en revanche, l'effet a été beaucoup plus temporaire. Après être descendu jusqu'à 5,15%, le taux d'emprunt à

échéance dix ans de l'Etat américain évoluait à 5,27% vers 20H25 GMT. "Les inquiétudes concernant l'ampleur du déficit et le fait que l'inflation reste un sujet de préoccupation sont telles" que les rendements ne baissent pas si facilement, estime Christopher Low. La veille, le dix ans a grimpé jusqu'à 5,34%, un niveau inédit depuis 2002. Côté entreprises, le spécialiste des véhicules électriques Tesla a gagné 4,65% à 370,59 dollars après avoir fait état de livraisons de voitures supérieures aux attentes au troisième trimestre. En revanche, le groupe de vêtements et d'équipements sportifs Nike a plongé après avoir publié des résultats trimestriels inférieurs

aux attentes et à ceux de l'année passée. Pour rebondir, l'entreprise a prévu "un nouveau modèle opérationnel" qui devrait notamment entraîner des suppressions d'emplois, dont l'ampleur n'a pas été précisée. Son titre a lâché 3,64% à 33,87 dollars. Sur un an, la chute est vertigineuse, le titre ayant perdu plus de la moitié de sa valeur (-55%). Les spécialistes des disques durs Seagate (-10,21%) et Western Digital (-10,22%) ont dévié après un article du média japonais Nikkei assurant que leur concurrent Toshiba allait doubler sa production et investir plus de 380 millions de dollars pour augmenter ses capacités dans ses usines aux Philippines.

Agence

"JUSQU'À 100 MILLIONS DE BARILS"

Le G7 va libérer des stocks de diesel et de pétrole

Les États-Unis faisaient pression sur l'Europe depuis plusieurs jours pour qu'elle libère une partie de ses stocks d'urgence afin de calmer les cours.

Les pays du G7 vont libérer "jusqu'à 100 millions de barils" de "diesel et de pétrole brut", "dans les quatre mois", a annoncé Emmanuel Macron ce vendredi, indiquant que cela "devrait faire baisser les prix". Donald Trump pressait depuis plusieurs jours les pays européens de libérer des stocks pour détendre les prix des carburants et notamment du gazole. Les pays du G7 sont les économies occidentales les plus avancées (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni). La France en assure la présidence cette année. Les prix ont baissé dans le sillage de cette annonce. Cet après-midi, les contrats à terme de diesel ont diminué d'environ 4,3%, rapporte le média allemand Handelsblatt, tandis que les cours du pétrole brut évoluent aussi à la baisse, autour de 100 dollars le baril pour le Brent. "Nous nous sommes tous engagés ensemble à libérer ces réserves stratégiques dans

les proportions que j'ai mentionnées, en privilégiant le diesel, et nous sommes tous déterminés à garantir qu'il n'y ait pas d'interdictions d'exportation, et le président Trump, en particulier, a été très clair sur ce point", a précisé Emmanuel Macron. Donald Trump s'est rapidement réjoui de cette annonce, en assurant que "l'Europe venait d'accepter de mettre sur le marché une quantité massive de son gazole abondamment stocké", dans un message sur son réseau Truth Social. "Le processus va commencer immédiatement", a indiqué le président américain. Washington avait averti jeudi l'Europe qu'il était "dans son intérêt" d'agir de concert avec les États-Unis sur la question de la disponibilité des carburants, tout en laissant planer la menace d'une interdiction des exportations de diesel américain qui risquerait de provoquer une flambée de 40% à 50% des prix du diesel en Europe, selon une étude d'Oxford Econo-

mics. Dans le cas de la France, cela pourrait faire bondir les prix bien au-delà de la barre des 3 euros le litre.

Dépendance au diesel américain

L'enjeu était donc considérable pour l'Europe, devenue beaucoup plus dépendante du diesel américain depuis l'embargo sur les produits pétroliers russes et les perturbations des approvisionnements du Moyen-Orient provoquées par la guerre contre l'Iran. La France consomme environ 600.000 barils de diesel par jour et en importe environ la moitié, avait rappelé Emmanuel Macron le 21 septembre. Selon les dernières données d'Eurostat, en mai 2025, les pays de l'Union européenne détenaient des réserves de 39 millions de tonnes de diesel, soit environ 290 millions de barils. La France avait de loin les plus grandes réserves (21% du total), devant l'Allemagne et l'Espagne. **Agence**

ITALIE

Rome relève ses prévisions de croissance, le déficit passera sous la limite de l'UE

L'Italie a revu à la hausse ses projections de croissance économique et a annoncé que le déficit budgétaire 2026 tombera sous le seuil fixé par l'Union européenne pour la première fois en sept ans, avant de repartir à la hausse en 2027. Le gouvernement a indiqué que le produit intérieur brut de la troisième économie de la zone euro progresserait de 1 % en 2026, contre une

estimation précédente de 0,6 % établie en avril. La prévision de croissance pour 2027 a été relevée à 0,8 % contre 0,6 %, a déclaré le ministre de l'Économie Giancarlo Giorgetti lors d'une conférence de presse. La Première ministre Giorgia Meloni prépare le budget 2027, le dernier avant les élections législatives prévues l'année prochaine. Le pays fait face à une hausse des prix de

l'énergie qui alimente l'inflation, à une augmentation des coûts d'emprunt de l'État, et à une dette publique qui devrait dépasser celle de la Grèce cette année, devenant ainsi la plus élevée au sein du bloc monétaire regroupant 21 nations. Giorgetti a confirmé l'engagement de ramener le déficit budgétaire sous le plafond de 3 % du PIB fixé par l'UE cette année. L'Italie avait manqué de peu cet objectif l'année

dernière, avec un déficit de 3,1 %. L'écart budgétaire augmentera en 2027 pour atteindre 3,4 % du PIB, contre un objectif précédent de 2,8 %, a précisé Giorgetti. L'Italie bénéficie d'une flexibilité accordée par l'UE permettant aux États membres d'accroître leurs dépenses de défense et de faire face à la crise énergétique provoquée par les tensions au Moyen-Orient.

R. I.

POUR AIDER LES ENTREPRISES À INVESTIR, À CROÎTRE ET À CRÉER DES EMPLOIS

Le gouvernement du Canada instaure la Mégadéduction à la productivité

Le Canada est riche de ce dont le monde a besoin : de l'énergie et des minéraux critiques en grande quantité, la main-d'œuvre la plus instruite au monde, l'accès à 1,5 milliard de consommateurs garanti par des accords de libre-échange et la situation budgétaire la plus solide du G7. Nous misons sur ces avantages pour faire du Canada le meilleur endroit au monde où investir, bâtir et prendre de l'expansion. Aujourd'hui, lors de sa visite à Charlottetown chez Allan Equipment Manufacturing Ltd., l'honorable Heath MacDonald, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, a souligné comment le gouvernement fédéral aide les entreprises canadiennes de toutes les tailles à investir dans de l'équipement, à adopter de nouvelles technologies, à étendre leurs activités et à être compétitives ici et ailleurs dans le monde. C'est ainsi que nous réunissons les conditions propices à une nouvelle ère d'investissement au Canada. L'une des pièces maîtresses de la démarche est la nouvelle Mégadéduction à la productivité, qui est l'un des changements les plus importants apportés au régime fiscal des entreprises du Canada depuis une cinquan-

taine d'années. Elle permettra aux entreprises de passer immédiatement en charges le coût total d'un éventail beaucoup plus large d'investissements, ce qui les encouragera fortement à construire, à prendre de l'expansion et à créer de bons emplois partout au Canada. Ce nouvel incitatif fiscal qui change la donne fera passer d'environ 15 % à plus de 65 % le pourcentage d'actifs admissibles à la passation en charges immédiate (câble optique, serres, propriétés minières, oléoducs et gazoducs, logiciels, recherche et développement, matériel informatique, aéronefs et véhicules, brevets, voies ferrées, ponts et routes, etc.). Le gouvernement fédéral rend également la comptabilisation en charges immédiate permanente, ce qui donne aux entreprises la garantie à long terme dont elles ont besoin pour prendre des décisions d'investissement importantes. Réunis, ces changements feront baisser le coût d'investissement au Canada et le taux effectif marginal d'imposition sur les nouveaux investissements des entreprises d'environ 13 % à 6,4 %. Le taux sera ainsi le plus bas de toutes les grandes économies, plus de deux fois plus bas que celui des États-Unis.

Dans un monde où l'incertitude prend toujours plus de place, le Canada choisit de bâtir. En réduisant l'imposition sur les nouveaux investissements et en agissant avec efficacité et audace, nous réunissons les conditions propices à un supercycle d'investissement canadien qui stimulera la croissance, la productivité et la prospérité des générations durant. « En cette période d'incertitude mondiale, le secteur agricole canadien bénéficie d'avantages exceptionnels, dont de vastes terres productives, une expertise agricole de calibre mondial et de solides bases pour la croissance économique à long terme. De l'agriculture à l'équipement agricole en passant par la transformation des aliments et les technologies agricoles, nous transformons ces forces en un avantage concurrentiel, créant de ce fait un environnement où les entreprises canadiennes peuvent prendre de l'expansion, innover et bâtir pour l'avenir. Avec un taux effectif marginal d'imposition nettement inférieur à celui de nos pairs du G7, nous concrétisons notre engagement à être compétitifs sur la scène mondiale. »

R. I.

EQUATEUR

Découverte d'une nouvelle espèce de grenouille

Des scientifiques ont découvert en Equateur une nouvelle espèce de grenouille minuscule qu'ils ont baptisée "déconcertante", a annoncé vendredi l'Institut national de la Biodiversité (Inabio).

De son nom scientifique excidobates perplexus, la petite amphibienne de 15,1 à 18,3 millimètres de long est une espèce menacée par l'industrie minière. Deux cohortes ont été identifiées au niveau de la rivière Paute et au nord de la Cordillère du Condor, dans le sud de l'Equateur. Modeste en taille, le pays abrite 703 espèces d'amphibiens. Seuls la Colombie et le Brésil, bien plus étendus, présentent une diversité plus importante.

"La nouvelle espèce appartient au genre Excidobates, un groupe de grenouilles vénéneuses dont la diversité n'est pas encore totalement connue", a écrit l'Inabio dans un communiqué.

Bien qu'elles soient de la même espèce, les deux populations découvertes ne sont pas de la même couleur. Celle de la cordillère du Condor a le dos vert et des taches jaunes irrégulières tandis que l'autre est noire avec des motifs rouge écarlate.

Cette étonnante palette de couleurs au sein d'une même espèce a conduit les chercheurs à la baptiser perplexus, qui peut se traduire par "déconcertant", "déroutant", "perplexe". Une analyse génétique a permis de confirmer qu'il ne s'agit pas d'espèces différentes.

"Cette nouvelle espèce est confrontée à plusieurs menaces, la population du Condor se retrouve dans de grandes concessions minières destinées à l'extraction de cuivre, d'or et de molybdène", selon l'Inabio. De plus, ces grenouilles sont convoitées sur le marché noir en tant qu'animaux de collection, a ajouté l'institut.

APS

ALLEMAGNE

Berlin relève ses prévisions de croissance pour 2026 à 1,3%

Le gouvernement allemand devrait relever ses prévisions de croissance économique pour 2026 à 1,3%, contre une estimation précédente de 0,5%, selon Reuters.

Les prévisions pour 2027 ont également été revues à la hausse, passant de 0,9% à 1,1% par rapport aux projections d'avril.

Une source gouvernementale a indiqué à Reuters vendredi que ces révisions à la hausse sont le résultat d'une performance économique plus solide que prévu au cours du premier semestre de l'année.

La source a toutefois précisé que la reprise économique reste limitée dans son ampleur. La consommation des ménages et l'investissement des entreprises progressent lentement, tandis que les défis structurels pesant sur l'environnement des affaires en Allemagne continuent de persister.

R. I.

Cristiano Ronaldo responsable d'une catastrophe numérique pour son équipe du Portugal

Le départ de Cristiano Ronaldo du rassemblement portugais cette semaine a de sérieuses répercussions sur le compte Instagram de la sélection nationale, qui a perdu plus de 1,7 million d'abonnés en 48 heures. Et la décrue continue.

Cristiano Ronaldo n'a pas encore officiellement expliqué son départ de la sélection du Portugal, même s'il est probable qu'il soit lié à sa mise sur le banc des derniers matchs de son équipe, qui dispute la Ligue des Nations ces jours-ci. Sur Instagram en tout cas, une partie de ses fans a déjà tranché. Ce vendredi soir, le compte officiel de la Seleção n'affichait plus « que » 23,2 millions d'abonnés au compteur, alors qu'il en comptait près de 2 millions de plus il y a un peu plus de 48 heures. Un exode éclair, qui donne la mesure de l'influence en ligne d'un joueur lui-même suivi par 679 millions de personnes sur le réseau social du groupe Meta.

Cristiano Ronaldo part, et ses fans se désabonnent en nombre

Sur les réseaux sociaux, les messages se multiplient ces dernières heures pour signaler la baisse fulgurante du nombre d'abonnés du compte @Portugal sur Instagram. Dimanche, face à la Norvège en Ligue des Nations, celui que l'on surnomme CR7 a vu toute la rencontre depuis le banc, sans entrer en jeu.

Mercredi soir, alors que la sélection se préparait à affronter le Danemark le lendemain, il a quitté Copenhague pour regagner Madrid en jet privé. La presse évoque des tensions avec le sélectionneur de 72 ans, Jorge Jesus, qui



l'entraînait déjà la saison dernière à Al-Nassr, en Arabie saoudite, et qui a même fait le déplacement jusqu'à l'aéroport pour tenter de dissuader son joueur de s'en aller.

Dans un message publié sur les réseaux sociaux, la star de 41 ans, qui pourrait disputer sa dernière saison chez les professionnels, promet de livrer ses raisons aux Portugais lorsque le moment sera venu, tout en souhaitant bonne chance à ses coéquipiers.

Mais ses fans n'ont pas attendu, et par solidarité, peut-on dire, ils se désabonnent en masse du compte Instagram de la sélection. Alors qu'il comptait 25 millions d'abonnés le 29 septembre 2026, il n'en totalise plus que 23,28 millions ce vendredi 2 octobre 2026, selon les statistiques récoltées par Clubic sur la plateforme Social Blade.

Cristiano Ronaldo, 29 fois plus suivi que sa propre sélection

Avec 679 millions d'abonnés, Ronaldo, ancienne gloire de Manchester United et du Real Madrid, est tout simplement 29 fois plus suivi que la Seleção. Le recordman des sélections et des buts avec le Portugal est devenu bien plus qu'un attaquant. Il est aujourd'hui un diffuseur, un média à part entière, dont chaque décision se répercute jusque dans les statistiques des autres. Quelle entreprise, influenceur ou star n'aimerait pas avoir le dixième des abonnés de « Cristiano » ?

On comprend bien que la star pèse plus lourd que l'institution qu'elle représente. Une partie de l'audience de la sélection du Portugal ne lui appartenait pas vraiment. Elle suivait un joueur, pas une équipe, et elle est partie avec lui. Le désabonnement, qui ne nécessite qu'un clic ou un petit doigt posé sur son téléphone, devient une forme de protestation massive, visible et mesurable, souvent avant même que les faits, les vrais, soient connus. Ces chiffres restent évidemment à relativiser, mais ils comptent pour la fédération portugaise, dont la valeur auprès des sponsors dépend en partie de ses audiences.

L'histoire retiendra, sur la pelouse, que les équipiers de CR7 ont battu le Danemark du joueur de l'OM Pierre-Emile Højbjerg, 4-2, hier soir à Copenhague. Sans l'idole de tout un peuple.

L'IA pirate déjà le monde ? Grok accusé d'avoir poussé Trump à capturer le président du Venezuela

Avant, les hommes politiques avaient des conseillers... humains. Mais demain, ce travail aussi pourrait être effectué par les IA, comme nous le montre Donald Trump.

On fait peu d'hommes politiques aussi enthousiasmés par l'intelligence que Donald Trump - celui étant même allé jusqu'à tout simplement renommer la technologie en Super Intelligence. Un enthousiasme qui n'est pas simplement celui du spectateur, comme on l'apprend avec cette étrange information sur les derniers moments avant la capture de l'ex-président du Venezuela, Nicolas Maduro.

En décembre 2025, Donald Trump a rencontré Elon Musk et a passé des heures à parler avec Grok

Au mois de décembre 2025, Donald Trump et Elon Musk, qui s'étaient brouillés plus tôt dans l'année, se recontraient à l'occasion d'un rendez-vous secret. Et selon les informations que vient de dévoiler le Time, ça n'a pas été du temps perdu pour Donald Trump. Le locataire de la Maison Blanche a en effet durant cette rencontre discuté durant des heures avec l'IA d'Elon Musk, Grok. Et il lui a posé des questions très politiques, qui



ont sûrement influencé la décision prise le mois suivant.

Le président a demandé conseil à Grok sur la réaction des Vénézuéliens à une éventuelle capture de Nicolas Maduro

Car Donald Trump était très intéressé quant à l'éventuelle réaction des Vénézuéliens s'il venait à capturer celui qui était alors leur président : Nicolas Maduro. D'après le Time, Grok lui a expliqué que le successeur de Hugo Chavez était un « dictateur profondément impopulaire et que de nombreux Véné-

zuéliens se réjouiraient probablement de sa chute. » Derrière, quand des célébrations ont eu lieu après le kidnapping du 3 janvier, Donald Trump « aurait trouvé que Grok était ingénieux ». Il ne s'agirait d'ailleurs pas de la seule fois où l'homme politique aurait fait appel aux précieux conseils de Grok. L'IA aurait aussi été consultée plusieurs mois plus tôt, quand Donald Trump multipliait les frappes contre des bateaux dans les Caraïbes, les présentant comme des embarcations de trafiquants de drogue.

Le générateur de musique par IA Suno ne s'arrête plus au son, il peut maintenant chanter

Créer de la musique par IA de A à Z, c'est ce que proposent certaines applications. Mais ces fonctionnalités sont-elles vraiment fiables et proposent-elles réellement un travail de qualité ? La réponse de l'éditeur lui-même est mitigée. Suno, une plateforme de création musicale par intelligence artificielle, propose de nouvelles fonctionnalités. Après la musique vient la voix, l'outil propose désormais une synthèse vocale. La fonctionnalité est disponible en bêta publique sur les interfaces web et smartphone. Cette nouvelle fonction nommée "Speech", permet de générer des voix de synthèse à partir de scripts ou de descriptions, en créant de la musique en toute autonomie.

La plateforme gagne en fonctionnalités

Selon Jack Brody, responsable des produits chez Suno, cette nouvelle direction permet de proposer de nouvelles fonctionnalités outre la création musicale. La particularité de Speech est de générer la voix et la musique dans une même piste sonore cohérente. Cette approche se distingue des outils existants en offrant une intégration entre éléments vocaux et musicaux, bien

que l'utilisateur puisse désactiver la musique de fond s'il préfère une voix seule.

Fonctionnement et options disponibles

La fonction propose deux modes d'utilisation. Le mode simple permet de décrire le contenu souhaité par une simple requête textuelle. Le mode avancé, quant à lui, offre davantage de contrôle en permettant d'ajouter un script complet. Les paramètres additionnels autorisent également l'ajustement du genre de la voix, du style de diction et du niveau de variation d'une génération à l'autre. La durée maximale des contenus générés est d'environ huit minutes.

Un produit encore en développement

Mais voilà, si les développeurs pouvaient s'annoncer confiants de leur outil, Suno reconnaît que Speech ne fonctionne pas parfaitement pour l'instant. Selon Brody, "des imprécisions peuvent survenir", notamment des accents britanniques qui "s'égarent en Australie et reviennent". L'éditeur s'engage à améliorer progressivement la fonction en fonction des retours des utilisateurs.

Fin de carrière annoncée pour l'une des BMW les plus décriées à son lancement

Arrivée dans la bataille des monospaces quand celui-ci commençait à décliner au profit des SUV, BMW fait maintenant le choix d'abandonner ce segment. Avec deux générations depuis 2014, la Série 2 Active Tourer ne sera pas remplacée après la version actuelle. Une nouvelle qui ne devrait pas forcément faire pleurer les puristes de la marque, qui ont eu du mal à l'accepter. Toutefois, cela laisse un créneau vide de plus chez BMW, qui réduit progressivement sa gamme de modèles de niche.

Il a été détesté des puristes lors de sa première présentation, alors son retrait risque de ne pas les émouvoir. Lors de sa journée investisseurs, BMW a annoncé que la Série 2 Active Tourer ne connaîtrait pas de troisième génération. Avec le Volkswagen Touran qui a déserté les concessions et la Mercedes Classe B qui est elle aussi destinée à quitter le catalogue, le segment des monospaces est en passe de s'éteindre. Remontons en 2014. Cette année-là, BMW veut occuper un maximum de segments et proposer un concurrent à la plupart des modèles Mercedes. Le constructeur va donc décider de se lancer dans le segment des monospaces, alors qu'il s'y était toujours refusé jusque-là. À cette époque, le segment n'est d'ailleurs pas nouveau et connaît déjà une phase de déclin au profit des SUV. Qu'importe, pour s'aligner face à la Classe B, la marque à l'hélice ne va pas hésiter à renier plusieurs de ses principes, quitte à faire grincer les dents des passionnés de la marque les plus conservateurs. C'est ainsi qu'est née la Série 2 Active Tourer. Premier monospace de la marque, mais aussi première traction à moteur transversal et dépourvue de toute mécanique noble, elle reçoit un accueil mitigé malgré ses qualités. En parallèle, une version Gran Tourer est lancée et peut accueillir sept personnes. Une capacité que n'a jamais eue la Classe B. Et toc. Ce rôle sera réservé au GLB, qui est aujourd'hui en train d'enterrer son frère SUV. L'histoire se répète donc chez BMW avec des X1 et X3 renouvelés, mais une Série 2 Active Tourer qui arrive en fin de parcours. Il faut dire qu'en 2014, la marque était déjà en retard sur le marché des monospaces et qu'aujourd'hui, celui-ci est en voie de disparition.



Pas un échec, mais pas suffisant pour justifier sa survie

Le plus gros tort de la Série 2 Active Tourer est peut-être son arrivée trop tardive. Lancée dix ans plus tôt, elle aurait sans doute connu une meilleure carrière que celle qu'elle a eue. N'allez pas croire que c'est un échec, cependant ! La première génération s'est tout de même vendue à 400 000 exemplaires. Sans être un immense succès, cela reste une performance honorable. L'Active Tourer est aujourd'hui l'un des véhicules les plus vendus de son

segment en France. Mais peut-on encore parler de segment des monospaces quand la concurrence n'est plus là ? Contrairement à la Série 3 GT, qui n'a connu qu'une seule génération, l'Active Tourer a eu droit à un coup de neuf en 2021 avec une nouvelle monture. Celle-ci a toutefois abandonné au passage la seconde carrosserie et ses sept places. Ces performances correctes n'ont pas suffi à la sauver auprès de la direction de BMW. Comme Mercedes et le groupe Volkswagen, la marque bavaroise traverse une période difficile et cherche à améliorer sa

rentabilité. Pour cela, elle se concentre sur les modèles centraux de sa gamme, qui génèrent du volume et rapportent de l'argent. Ainsi, mois après mois, le catalogue de la marque se rationalise et les modèles atypiques sont retirés. Le XM est par exemple sur la sellette. C'est à ce titre que la Série 8 et ses variantes Cabriolet et Gran Coupé ont quitté le catalogue, puis, plus récemment, le Z4 a connu le même sort. La Série 2 Active Tourer suit donc simplement la même trajectoire que ses sœurs. La seule nuance est qu'elle sera sans doute moins regrettée.

Quasiment une voiture neuve sur deux est électrique, mais les riches n'en veulent toujours pas

Lamborghini, McLaren, Aston Martin et bien sûr Koenigsegg ou encore Bugatti, de nombreuses marques se refusent pour l'instant au véhicule électrique. Leurs raisons ? Le fait que la demande en électrique est jugée trop faible. Exception faite de la Luce que Ferrari qualifie pour le moment de "succès", la plupart des tentatives ont effectivement été infructueuses. Aston Martin, de son côté, annonce un plan de relance et revendique l'absence d'électrique d'ici au moins 2033. Les finances d'Aston Martin ressemblent depuis des années à un roman à rebondissements, oscillant sans cesse entre plans de restructuration, appels de fonds d'urgence et dettes. Mais à en croire son directeur général Adrian Hallmark, la firme de Gaydon entrevoit enfin le bout du tunnel. Intervenant début octobre 2026 au moment du lancement du DBX GT, le patron britannique a réaffirmé sa volonté de mener la marque vers un « redressement complet » de sa santé financière. Pour sortir du rouge et assainir des comptes plombés par une dette colossale de près de 1,4 milliard de livres sterling, Aston Martin a déjà agi : couper dans les coûts, vendre au prix fort et... repousser l'électrification à des jours



meilleurs. C'est sur le terrain de la transition énergétique que la déclaration d'Adrian Hallmark s'avère la plus tranchante.

L'électrique repoussée après 2030 faute de clients

Alors que bon nombre de constructeurs généralistes se battent à coups de milliards pour électrifier leurs gammes à marche forcée, Aston Martin choisit sciemment d'appuyer sur le frein. La première berline ou GT 100 % électrique de la marque britannique ne verra pas le jour avant la période 2030-2035.

Un report assumé par le patron lui-même, qui met en avant l'absence totale d'appétence de sa clientèle pour ce type de motorisation : « Nous n'avons pas une file d'attente de personnes demandant une Aston Martin électrique », a tranché le dirigeant. En l'absence de demande spontanée et face à un flou réglementaire persistant sur plusieurs marchés clés, le constructeur préfère concentrer ses investissements sur ses V8 et V12 hybrides, beaucoup plus rentables et plébiscités par sa clientèle d'amateurs de nobles mécaniques. Un choix de survie pragmatique pour éviter de brûler du

cash dans des technologies dont ses acheteurs ne veulent pas.

L'électrique, très peu pour les riches ?

Le patron de Lamborghini nous avait réaffirmé en entretien qu'il n'y aurait pas d'électrique d'ici la fin de la décennie. Chez Aston Martin, on la repousse encore plus loin. Et les autres exemples ne manquent pas : la gamme Folgore chez Maserati, la Spectre chez Rolls-Royce ou encore les ventes presque exclusivement thermiques de l'Alfa Romeo 33 Stradale malgré une offre électrique... la clientèle aisée a les moyens de faire les pleins et pas vraiment la préoccupation écolo, même si tout est relatif sur ce genre d'engin à grosse batterie qui fera probablement peu de kilomètres. Le seul contre-exemple existant est celui de la Ferrari Luce mais il faut uniquement croire sur parole l'entreprise italienne qui avait annoncé avoir écoulé très rapidement les 500 premiers exemplaires. Nous verrons pour la suite de la carrière de la première électrique au cheval cabré. Et en face, il faut souhaiter également bonne chance à Bentley et son premier SUV électrique, le Torcal. Sur ces segments plus "grand tourisme"

que sport, l'électrique a probablement un peu plus de chances. Mais tout de même, chez Rolls-Royce, le silence étant roi et pourtant le V12 reste largement adopté au détriment d'une Spectre qui n'aura pas eu une carrière folle. La seule marque qui a réellement tenté le coup, sur un segment inférieur, c'est Porsche. Le duo Macan et Cayenne électrique viennent partiellement remplacer les modèles thermiques. Le paradoxe avec le marché automobile dans son ensemble est en tout cas important. En Europe et en France, l'électrique avance très vite, et cela tranche avec le discours des dirigeants de Lamborghini ou Aston Martin. Preuve en est que les clientèles sont totalement opposées dans leurs attentes, en plus d'avoir des moyens bien différents. Le plus difficile dans la prochaine décennie pour ces marques sera d'arriver à reproduire des "émotions" avec un électromoteur. Peut-être que la piste de Hyundai simulat boîte de vitesses et frein moteur pourrait alors séduire tous ces constructeurs de prestige. Ou alors, convaincre les autorités notamment européennes de leur laisser commercialiser des véhicules fonctionnant avec des carburants alternatifs.

Mots fléchés

Automobiles				Poison violent				Lettre grecque				Écimer	
Assignations		Raillerie		Austral		Elève				Vanter		Uniques	
										Chaleur animale			
										À cheval (à)			
Bannières		Divinité égyptienne				Son rauque		Peinture religieuse					
		Longue période											
									Château de Diane				
									Argent				
Canton suisse				Faisceau lumineux				Ajuste					
Inventé								Entaille					
				Agrandir								Magiciennes	
				Indulgence									
Étape maritime		Sereinemen	Beau perroquet		Grande école				Devant le notaire		Remplace le RMI		Agence spatiale
						Timide							
						Grande randonnée							
Encornet	Surface agricole				Enquiquineuses								
							Dieu (le)		Épila				
Ralentis	Brigandages		Deux romain		Liquide	Crochet de boucher					Vieux	Évêché normand	Légumineuse
						Île française			Femelle du lièvre				
									Économise				
Cordiale								Habiter					
Trou de boulin								Service hospitalier					
			Trou normand			Attirées							
			Volatiles										
Mère de Méricerte				Pour unir	Retirés					Titane	Prénom féminin		Autorisé
Complet						Publié Préfecture des Hautes-Alpes						Petit rongeur	
Château de la Belle au bois dormant		Petit saint			Loque								
		Mot de notaire											
				Chameau						Humble rampant			
				Native									
Optique	Prénom anglais				Largeur d'étoffe		Argon		Seaborgium	Technique d'imagerie (initiales)			
	Quatre romain												
						Durées				Souverain			
Froissée						Souvent éternels							

ACCIDENTS DE LA ROUTE

14 morts et 492 blessés en 48 heures

Quatorze (14) personnes ont trouvé la mort et 492 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas, indique samedi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Alger avec 2 morts et 57 blessés, précise la même source.

MOSTAGANEM

Vers la création d'un réseau de vente directe des produits de la pêche

Un réseau d'une dizaine de points de vente dédiés à la commercialisation directe des produits de la pêche et de l'aquaculture devrait être prochainement créé dans la wilaya de Mostaganem, a indiqué samedi un communiqué de la direction de la Pêche et des Produits halieutiques.

Cette initiative, portée par ladite direction, s'inscrit dans le cadre du programme du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche visant à mieux organiser et réguler le marché des produits halieutiques, notamment en favorisant leur commercialisation selon un circuit direct du producteur au consommateur, a précisé la même source. Dans ce cadre, une sortie de terrain a été effectuée conjointement par la Chambre de la pêche et de l'aquaculture, les services de la daïra et de la commune de Mostaganem, ainsi que ceux du commerce, en vue d'identifier des emplacements répondant aux exigences réglementaires et pratiques, notamment en matière d'hygiène, de salubrité, de sécurité et d'accessibilité. Une dizaine de sites ont été retenus à titre préliminaire, a précisé la même source, ajoutant que les procédures administratives nécessaires devront être finalisées en coordination avec les différents organismes concernés. Selon la direction de la Pêche et des Produits halieutiques, ce réseau devrait contribuer à raccourcir le circuit de commercialisation, à soutenir les producteurs et les professionnels du secteur, à améliorer la disponibilité des produits et à les rapprocher des consommateurs, tout en favorisant une meilleure régulation des prix.

APS

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Dimanche 4 octobre 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

NEPAD

Tebboune : «Il est temps de passer de la planification à l'exécution»

Le financement, principal défi du développement

La question du financement a occupé une place centrale dans le message présidentiel. Abdelmadjid Tebboune a insisté sur la nécessité pour l'Afrique de renforcer sa capacité à mobiliser ses propres ressources et à orienter les capitaux et l'épargne du continent vers ses priorités de développement. Il a également plaidé pour un renforcement du rôle des institutions financières africaines et pour la poursuite des efforts en faveur d'un système financier international plus équitable et davantage représentatif des intérêts de l'Afrique. Dans cette perspective, le secteur privé est appelé à jouer un rôle majeur dans l'investissement, la production, l'innovation et la création d'emplois. Le président de la République a notamment préconisé l'amélioration du climat des affaires, le développement des partenariats public-privé, la constitution de portefeuilles de projets bancables et le recours accru aux mécanismes de financement innovants, au financement mixte et au partage des risques.

Accélérer l'Agenda 2063

Dans son intervention, le président Tebboune a également appelé à renforcer les moyens financiers, techniques et humains destinés à la réalisation des projets phares de l'Agenda 2063 et à accélérer la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine. L'objectif est de faire de cet espace un véritable levier d'intégration, de production et de développement du commerce intra-africain. L'Algérie réaffirme parallèlement son soutien à la création de l'Agence africaine de notation de crédit, considérée comme un instrument susceptible de contribuer au renforcement de la souveraineté financière du continent et à l'amélioration des conditions d'accès au financement. Le chef de l'État a par ailleurs renouvelé l'appel de l'Algérie à une prise en charge plus juste et durable de la dette des pays en développement et à une réforme profonde

des institutions financières internationales afin d'améliorer la représentation de l'Afrique. Abdelmadjid Tebboune a plaidé pour une nouvelle étape dans le fonctionnement de l'Agence de développement de l'Union africaine-NEPAD. L'objectif, selon lui, est de disposer d'une institution « plus forte, plus flexible et plus efficace », d'avantage en adéquation avec les priorités des États membres et dotée des capacités opérationnelles et des ressources financières nécessaires. Le président de la République a également appelé à renforcer la complémentarité entre la NEPAD, la Commission de l'Union africaine et les communautés économiques régionales, tout en évitant les chevauchements de compétences. L'enjeu, a-t-il souligné, « n'est pas de créer davantage de structures », mais de permettre aux institutions existantes de transformer les décisions politiques en projets et en résultats concrets.

Développement, stabilité et solidarité

Pour le chef de l'État, développement et stabilité sont indissociables. « Il ne peut y avoir de développement durable sans sécurité et stabilité, ni de paix durable sans développement inclusif », a-t-il affirmé, appelant parallèlement au renforcement de la coopération africaine face aux défis sanitaires. Au terme de son message, Abdelmadjid Tebboune a appelé à faire du 25e anniversaire de la NEPAD le point de départ d'une nouvelle phase de l'action africaine commune. Celle-ci devra, selon lui, être caractérisée par des projets davantage finançables et exécutables, des institutions plus efficaces, une meilleure mobilisation des ressources africaines et des partenariats plus équilibrés. Pour l'Algérie, la NEPAD conserve ainsi « toute sa pertinence et son importance stratégique ». Le président Tebboune appelle à poursuivre le soutien à l'Agence de développement de l'Union africaine afin d'accélérer les grands projets structurants, renforcer l'intégration continentale et répondre aux aspirations des peuples africains à un développement inclusif et durable.

Synthèse R.E.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE

325 millions de barils ont été libérés depuis mars

En mars dernier, après le début de la guerre en Iran, l'Agence internationale de l'énergie avait promis de relâcher 400 millions de barils de pétrole. Au total, près d'un sixième des stocks stratégiques de ses États membres a déjà été écoulé. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a indiqué samedi que près d'un sixième des réserves stratégiques de pétrole des États membres avaient été écoulées depuis le mois de mars, lorsque le G7 a décidé de piocher dans ces stocks. Quelque 325 millions de barils de réserves stratégiques de pétrole et de produits pétroliers

ont été libérés à ce jour, sur les 400 millions promis par le G7 en mars, a annoncé samedi l'Agence internationale de l'énergie. La veille, le G7 avait annoncé «une libération coordonnée, par l'AIE, de 100 millions de barils, qui commencera immédiatement», sans préciser dans son communiqué si ces 100 millions de barils comprenaient les 75 millions restant prévus par l'engagement pris le 11 mars, ou s'ils portaient un engagement total à 500 millions de barils. Selon l'AIE samedi dans un communiqué, «environ 325 millions de barils de l'action collective de

l'AIE annoncée le 11 mars ont été libérés jusqu'ici, ce qui représente 80% des 400 millions de barils promis à l'origine». Le 11 mars, elle précisait que ses États membres détenaient des «stocks d'urgence» de «plus de 1,2 milliard de barils, avec en supplément 600 millions de barils de stocks conservés par l'industrie par obligation gouvernementale». Les stocks libérés représentent donc 18% de ce total. Ces stocks sont prévus depuis 1974, l'année qui avait suivi le choc pétrolier déclenché par la guerre du Kippour, dans le but de contrer les tensions subites sur l'offre.

Entre le 11 mars et le 21 juillet, les stocks libérés ont représenté 290 millions de barils. S'y sont donc ajoutés seulement 35 millions de barils entre fin juillet et début octobre. Deux facteurs compliquent l'approvisionnement en hydrocarbures des pays du G7. D'une part, les exportations des pays du Golfe sont perturbées par le verrouillage du détroit d'Ormuz par l'Iran, attaqué par les États-Unis et Israël. D'autre part, les infrastructures énergétiques en Russie sont des cibles pour l'Ukraine, qui espère déstabiliser l'armée russe menant la guerre sur son territoire.

Agence